

Le Rôle des Clercs en Forez aux abords du XIII^e Siècle

THÈSE pour le DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 5 Mars 1934

PAR

Olivier de RAMEY de SUGNY

M. OLIVIER-MARTIN, Président

M. Le BRAS

M. REGNAULT

} Suffrageants

EDITIONS MODERNES

ALBERT DE BARBUAT

EDITEUR

77, RUE MOUTON-DUVERNET, PARIS XIV^e

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LE ROLE DES CLERCS
EN FOREZ AUX ABORDS
DU XIII^e SIÈCLE**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Le Rôle des Clercs en Forez aux abords du XIII^e Siècle

THÈSE pour le DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 5 Mars 1934

PAR

Olivier de RAMEY de SUGNY

M. OLIVIER-MARTIN, Président

M. Le BRAS

M. REGNAULT

} Suffragants

EDITIONS MODERNES

ALBERT DE BARBUAT

EDITEUR

77, RUE MOUTON-DUVERNET, PARIS XIV^e

1934



AVANT-PROPOS

Quand on parle des clercs, on entend d'ordinaire ceux qui bénéficiaient des différents privilèges accordés aux tonsurés, se recommandant surtout de l'autorité religieuse. Ici, le mot doit être pris dans un sens plus particulier : les membres de la basoche.

L'examen du rôle joué par les clercs aux abords du XIII^e siècle a pour but de mettre en lumière l'action importante et durable menée par les prédécesseurs des notaires, en un mot, par les intermédiaires qui en rédigeant de multiples actes destinés à servir des intérêts particuliers, donnèrent à ces actes un caractère officiel, en les conservant dans leurs archives.

Ce seront les experts en droit, puis les jurispérites, devanciers des hommes de robe gradués dans les universités, professeurs ès-lois et docteurs « in utroque jure », qui parviendront dans la suite au premier rang de l'activité sociale en occupant les plus hautes charges judiciaires.

Pour mieux saisir l'action des clercs, elle sera examinée avant et pendant le XIII^e siècle.

L'introduction précisera la situation particulière historique et géographique du Forez. — L'étude des sources fera l'objet du premier chapitre. — La technique et la sanction des contrats seront étudiées dans les chapitres II et III.

La seconde partie sera consacrée à l'histoire proprement dite des clercs ; leur apparition et leur influence, dont l'ascen-

sion d'une famille nous fournira un exemple typique (Chap. I et II).

Dans les chapitres III et IV nous examinerons les nouvelles formules apportées par eux, ainsi que leur classification, ce qui nous amènera à discuter en conclusion la question de savoir si le Forez était ou non un pays de droit écrit.

Enfin, avant d'aller plus avant, un devoir élémentaire de reconnaissance nous incombe, c'est de remercier M. Olivier Martin, pour les nombreux conseils qu'il a bien voulu nous donner au sujet de cette étude.

Nous tenons également à exprimer notre gratitude à M. M. Georges Guichard et au Comte de Neufbourg, dont les recherches approfondies sur le Forez, ont grandement facilité notre tâche.

INTRODUCTION

LE ROLE DES CLERCS EN FOREZ AUX ABORDS DU XIII^e SIECLE

Occupé à l'origine par des Celtes, les Ségusiaves, le Forez eut longtemps une vie propre peu caractérisée. La conquête romaine lui donna une armature administrative complète, mais qui ne survécut pas à la domination impériale.

Le Forez du Moyen Age enfin, fut loin de posséder des frontières administratives nettement délimitées (1), néanmoins, la nature le dota d'un contour extérieur suffisamment en relief sur lequel se modela avec plus ou moins de souplesse le pouvoir politique. Ceci peut expliquer les influences diverses qui s'y font sentir et les courants nombreux qui viennent s'y fondre.

Limité au nord par le Bourbonnais, pays de droit coutumier, au nord-est par le Maçonnais, pays de droit écrit, au sud par le Velay, également pays de droit écrit, le Forez, comme le Lyonnais, forme une zone intermédiaire où, à côté de la loi romaine, une large part est faite aux coutumes locales et à la tradition.

Ces lignes de démarcation ne sont pas toujours rigou-

(1) Feurs, par Guichard, p. 112 et 113.

reuses, la séparation du Forez d'avec le Lyonnais sera fréquemment sujette à transformation (1).

Le comte de Forez se considère également comme comte de Lyon, sous réserve des contestations de l'archevêque de ce lieu ; ses frontières tendent sur les pentes du Pilat, dans les forêts qui le revêtent. Au delà commence le comté de Vienne, mais toujours sans précisions absolue, car le Forez Viennois comprend une partie de la région à l'est de Saint-Etienne, dans les grands bois qui dominent Bourg-Argental.

Si la séparation avec le Velay et le Vivarais est plus accentuée, c'est simplement parce que les possibilités de passage rendent les communications plus difficiles et que les régions voisines sont plus cloisonnées.

Du côté du soir, enfin, les monts du Forez proprement dits, traçant la démarcation d'avec l'Auvergne. Là encore, si la frontière est plus rigide, c'est grâce à la montagne qui, par une ligne de crêtes plus accentuées, dresse des obstacles naturels au passage des isolés, ou contraint les troupes et les convois à cheminer par quelques points bien marqués de la chaîne de la Madeleine, tels que Cervières, le col de Saint-Thomas, la Croix du Sud (2).

Le Forez est une de ces provinces dont la vie à travers les siècles présente une unité marquante au milieu de la diversité des événements.

Au début de son histoire, comme après son rattachement à la couronne, il a toujours gardé certains caractères distinctifs dûs, on l'a vu, à sa situation géographique, qui le plaçait entre le nord et le midi, en faisant ainsi un trait d'union entre les pays de droit coutumier et les pays de droit écrit.

(1) Voir la carte, à la table des Chartres du Forez.

(2) Voir C. F., n^{os} 4, 42, 50, 250, 251.

Pour cette raison, peut-être, dans son évolution, une période offre des caractéristiques plus accusées que les précédentes, c'est celle qui avoisine les abords du XIII^e siècle.

Cette époque, assez confuse, voit le Forez prendre l'aspect plus net d'une province ayant sa législation et ses mœurs. Soumis à l'influence du Nord et du Midi, le Forez s'assimilera les deux tendances en les adaptant à ses besoins. Longtemps encore sa cohésion ne sera pas absolue. produisant des laboureurs, négociants, légistes ou chevaliers, suivant les nécessités ; il finira par acquérir sa physionomie personnelle de comté au cours du XII^e siècle. Comté qui sera confisqué et réuni à la couronne au moment où le dernier comte de Forez, le connétable de Bourbon, sera réduit à la révolte par les agissements de Louise de Savoie (1).

Les clercs, dans cette évolution, ont un rôle particulièrement intéressant à suivre, car leur importance est plus considérable que celle qu'on pourrait leur attribuer de prime abord, surtout grâce au milieu dans lequel ils se meuvent. Enfin, la province dans son aspect, est différente avant et après le XIII^e siècle.

Avant, la propriété n'a pas les mêmes caractéristiques que dans la suite, les contrats n'existent qu'à l'état embryonnaire, les contestations sont réglées très sommairement. La sanction même des contrats est essentiellement religieuse. La vie juridique est très réduite.

Vient l'apparition des clercs, due tant à des causes sociales qu'à des causes politiques, dont les principales seront le développement des communes et les luttes du Comte de Forez avec l'église de Lyon.

(1) Histoire des Ducs de Bourbon et des Comtes de Forez, J.-M. de La Mure.

Observation sur l'état des tribunaux de Forez, par Sonyer du Lac, p. 3. Anne de Beaujeu, Roi de France, p. 209 et s., par J. d'Orliac.

Dès lors, l'aspect du pays est transformé, les gens de robe se multiplient, quelquefois au détriment des gens d'épée, mais le plus souvent avec interprétation réciproque des deux catégories. La Cour de Montbrison se développe avec ses clercs, qui sont les prédécesseurs des tabellions du XIV^e siècle. Toute une hiérarchie administrative et judiciaire, dont le juge de Forez n'est pas un des moindres personnages, se constitue. Grâce à cela, nombre d'hommes de talent arrivent à s'élever et à occuper les plus hautes charges du Comté. Il en résulte une activité juridique si considérable, que par la suite, le Forez sera même classé d'emblée parmi les pays de droit écrit.

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

SOURCES

Si la trace de bien des actes du XI^e et du XII^e siècle est perdue, c'est encore parmi les chartriers des abbayes ou des monastères que l'on trouve les plus anciens, quelquefois aussi dans les chartriers du Comte de Forez pour les biens qu'il a acquis de particuliers et dont il doit assurer le rendement en tant que propriétaire privé.

La raison de ce groupement est simple : mieux placés que de simples particuliers pour assurer la conservation de documents, Abbayes, Couvents, Chambres des Comptes devaient en outre assurer la perception des droits ou la jouissance des profits qui pouvaient résulter de ces titres ; il est dès lors plus facile de les retrouver.

Parmi les principaux recueils de chartes intéressant l'histoire du Forez et ayant servi de base à cette étude, il faut distinguer les recueils anciens et naturels de chartes et ceux qui, factices, sont dus à l'érudition moderne.

Dans la première catégorie se placent naturellement les Cartulaires de l'Abbaye de Savigny et d'Ainay (1), du Prieuré de Saint-Sauveur-en-Rue (2), de l'Île Barbe (3) et des fiefs de l'église de Lyon (4).

La seconde ne comporte actuellement qu'un ouvrage : Les Chartes du Forez (5). Mais sa documentation est des plus intéressantes grâce à ses textes variés qui ne concernent pas seulement une partie de la province, mais le Forez dans toute son étendue.

*
**

L'abbaye de Savigny fut un monastère de l'ordre de Saint-Benoît. Elle a donné naissance à un village qui porte le même nom et qui est situé à vingt kilomètres environ à l'ouest de Lyon. — Etablie dans le voisinage de la ville de Lyon, cette abbaye étendait ses ramifications bien au-delà. Ses possessions, nombreuses surtout dans le Forez et le Lyonnais, ne l'empêchaient pas d'avoir des maisons rattachées bien plus loin. Dans le Beaujolais, quelques-unes de ses terres voisinaient avec celles de l'Abbaye de Cluny, tandis que dans la plaine des Dombes, plusieurs églises se recommandaient de la maison mère. Elle eut même quelques droits sur des églises voisines de Genève, mais ne les conserva pas longtemps.

Son origine se rattache à plusieurs légendes, mais aucune n'est absolument justifiée. Pour les uns, Saint-Maur, pas-

(1) Manuscrit compilé dans la première moitié du XII^e siècle sur l'ordre d'un des abbés du monastère. — Publié par l'imprimerie Impériale en 1883.

(2) Compilation datant de 1265 et augmenté d'additions successives. Publié à Lyon en 1881.

(3) Videmus fait en 1367, d'un manuscrit commencé au XII^e siècle. Publié en 1923, à Montbrison.

(4) Cartulaire rédigé au XIV^e siècle, sur l'ordre de Guillaume de Thurey. Primat des Gaules, Archevêque de Lyon. — Publié en 1893, à Lyon.

(5) Première partie publiée en 1933, à Maçon.

sant par l'Arbresles, aurait donné la règle de son maître à quelques religieux retirés dans un des bois des environs et ils y auraient jeté les fondements d'une abbaye. Pour les autres, Charlemagne serait le fondateur de cette maison. Plus précis que ces deux théories, un acte de 817 en mentionne l'existence sans en faire connaître l'origine, on constate simplement que l'abbaye est comprise dans les maisons religieuses, ne devant, ni dons, ni troupes, mais seulement des prières à l'empereur et à ses enfants (1).

Le X^e siècle voit l'abbaye saccagée par une des hordes qui ravagèrent alors l'Europe (2), mais le dommage est rapidement réparé grâce au travail des moines et aux privilèges conférés par l'archevêque de Lyon. Différents abbés se succèdent à la tête du monastère, jusque vers l'an 1018, époque où il y a une espèce d'interrègne dans le gouvernement de l'abbaye.

Les moines ne pouvant se mettre d'accord sur le successeur à élire, s'en remettent à l'archevêque qui, à son tour, délègue ses pouvoirs à l'abbé de Cluny, en le priant de désigner un de ses moines pour diriger Savigny (3).

Sous le gouvernement de ce moine, l'abbaye s'enrichit considérablement, car l'idée que la fin du monde devait arriver après l'an 1.000, amenait une foule de personnes à faire des libéralités considérables aux églises.

Les années suivantes voient plusieurs abbés nettement incapables de diriger l'abbaye, aussi perd elle plusieurs de ses dépendances temporelles, accaparées par des voisins entreprenants ou audacieux.

Il faut aller jusqu'en 1060 pour trouver un nouvel abbé très capable, du nom de Dalmace, qui donne un nouveau

(1) Cartulaire de Savigny, T. I, page LXXVII.

(2) Charte n° 68.

(3) Savigny, n° 132.

lustre à son monastère. Aucun fait très particulier ne marque les années qui suivent immédiatement.

En 1085 (1) Itier, fils de Hugues le Vieux, seigneur de Talaru, occupe le siège abbatial, c'est le représentant d'une vieille famille Forézienne, qui brillera longtemps dans les annales de la province.

Un de ses principaux actes fut la revendication de l'église de Lutry (2) qui avait été donné au monastère en 1025, mais qui, depuis lors, avait été enlevée de force par les héritiers d'un moine auquel l'administration en avait été confiée. Itier obtint de l'empereur Henri III un diplôme ordonnant la restitution de cette église à Savigny (3).

Le début du XII^e siècle vit des contestations plus violentes entre l'abbaye et ses ressortissants.

L'abbé Ponce, petit-fils d'Aimon de Lay, qui avait été chatié au siècle précédent par le comte de Forez pour ses violences envers les sujets de l'abbaye, eut en retour à subir de multiples agressions.

Dès le début de son gouvernement, en 1111, il soutint contre un de ses vassaux, à l'occasion d'une donation faite précédemment à l'abbaye par le seigneur de Bully, une véritable guerre et un procès qui sont longuement relatés dans le cartulaire de l'abbaye (4).

Il eut ensuite, heureusement pour lui, des périodes moins troublées dans lesquelles il fit rédiger le cartulaire.

Une solution de continuité nous amène en 1161, où l'abbé Miréon réorganise le marché de Sainbel (5). Vers

(1) Savigny, n^o 826.

(2) Savigny, n^o 641.

(3) Savigny, n^o 809.

(4) Savigny, n^{os} 903, 904, 905.

(5) Savigny, n^o 944.

la même époque, Guy II, comte de Forez, vint demander à Louis VIII l'investiture des droits régaliens sur l'abbaye, l'assurant que c'était une maison pauvre et exposée aux rapines et aux violences des hommes méchants. Ceci lui fut accordé, mais ne plut guère aux moines, aussi, peu de temps après, le père abbé, profitant de ce que Loius VIII revenant du Puy, s'arrêtait à Montbrison, vint le trouver, lui exposa que jamais l'abbaye n'avait dépendu de personne et obtint résignation de la donation précédente. — En fait, ceci ne mit pas fin à toutes les contestations et ne débarrassa pas l'abbaye d'un onéreux protecteur, car, à son tour, le seigneur de Beaujeu invoqua son droit de patronage sur l'abbaye.

Ce qui est mieux, l'abbé suivant ayant un grand démêlé avec l'archevêque de Lyon au sujet des droits régaliens de ce dernier, recourut à la protection de Beaujeu avec lequel il s'était pour un instant réconcilié.

Cette alliance ne fut pas couronnée d'un succès éclatant, car l'archevêque s'empara peu après de l'abbaye, la détruisit par le feu, ainsi que les châteaux de Montrotier et Montbloy, qui dépendaient du seigneur de Beaujeu (1).

L'abbaye fut ensuite dirigée par un abbé du nom de Zacharie, qui probablement ne lui donna pas toute satisfaction. Accusé de malversation, Zacharie fut obligé de comparaître à Rome ; là, il exposa au Pape que les anglais s'étant emparés d'Anse, qui, comme Savigny, était sur les confins du royaume, et que cela l'avait obligé à faire de grandes dépenses pour la garde de son monastère. Le Pape, désirant s'informer plus amplement, lui permit de repartir, à condition de se représenter ultérieurement et à une époque déterminée. Zacharie, qui sans doute, n'avait pas la conscience très tranquille, se garda de le faire, mais en

(1) Savigny, introduction, p. XCIX.

retour fut expulsé de sa maison « *sic expulsus fuit ab abbazia Zacarius abbas...* » (1).

L'année 1274 vit le Concile œcuménique de Lyon, l'abbé de Savigny fournit à son frère Aymard, nouvellement promu archevêque, un corps de troupes considérable en vue d'assurer la garde de la ville et de l'assemblée, à condition toutefois que cela ne tirerait pas à conséquence pour l'avenir.

Ce secours ne fut pas le seul. Savigny assista encore l'archevêque de Lyon de troupes à pied et à cheval pour repousser les agressions ennemies, en retour, l'archevêque reconnaît que cette assistance est portée à titre purement libéral (2) par l'abbaye et non comme un dû.

En 1317, la mort de l'abbé Etienne amena, comme cela s'était déjà produit, de grandes difficultés au sujet de la régle de l'abbaye, dont l'archevêque voulait s'emparer. Hugues de Thélis, alors chamarier en appela au bailli de Macon, mais mal lui en prit, car ce dernier aborda les panonceaux du roi sur tous les villages dépendant du monastère, manifestation sans suite immédiate, mais le précédent servit plus tard au roi de France, pour s'imposer à son tour.

Occupant le siège abbatial, de nombreux abbés se succèdent tour à tour, administrant leur monastère d'une façon heureuse ou malheureuse, image même de la vie. Ils assureront une prospérité suffisante à la maison jusqu'au XVII^e siècle, qui voit le déclin très net de l'abbaye, elle perd dès lors toute vie active. Le dernier abbé, François de Clugny, semble même n'être jamais venu au monastère.

Ce désordre intérieur et peut-être aussi les idées philosophiques du XVIII^e siècle amenèrent les religieux à ne plus

(1) Savigny, p. XCIX.

(2) Sagigny, n° 956.

même pouvoir se recruter, ils demandent dès lors leur sécularisation.

Le roi fit suite à leur demande, en rendant le 18 juillet 1779, un brevet d'extinction et de suppression du titre de l'abbaye de Saint-Martin-de-Savigny. Le même acte réglait la dévolution des biens de l'abbaye entre les chapitres de Leigneux, l'Argentière et Alix, quand aux religieux, ils avaient la faculté de se retirer dans tels diocèses qu'ils jugeraient à propos pour y vivre sous la juridiction de l'ordinaire du lieu de leur résidence (1).

Au vu de ce brevet, le Pape rendit une bulle de suppression le 22 juin 1780, mais pratiquement la dévolution de tous les biens ne put être complètement opérée. La révolution survenant, ils furent considérés comme biens nationaux et de ce fait vendus à des particuliers.

*
**

Le prieuré de Saint-Sauveur-en-Rue, comme l'abbaye de Savigny, fut également un monastère de l'ordre de Saint-Benoît. Si l'on se reporte à la première charte du cartulaire, sa fondation remonterait à l'année 1061, date à laquelle Arthaud d'Argental fit don des terrains sur lesquels il fut édifié, à l'abbaye de la Chaise-Dieu, en Auvergne, pour y bâtir une maison (2). Son chartrier présente un certain intérêt pour cette étude, car il concerne en quelques points la partie du Forez dénommée Forez Viennois (3), région comprise entre Saint-Etienne et Bourg-Argental, à l'est du col dénommé actuellement col de la République, il concerne, il est vrai, mais à des degrés différents, le Velay et le Viva-

(1) Savigny, p. CXVI et CXVII.

(2) Cartulaire de Saint-Sauveur-en-Rue, page VII et Charte I.

(3) Cartulaire de Saint-Sauveur-en-Rue, pages IX et XI.

rais par les relations importantes qu'il contient sur les familles, les monastères ou les villages de ces régions (1).

A l'heure actuelle, la commune de Saint-Sauveur-en-Rue fait partie de l'arrondissement de Saint-Etienne. Située au pied des montagnes qui séparent le Velay du Forez, elle garde l'entrée de la Vallée de la Deaume, à quatre kilomètres approximativement de Bourg-l'Argental, qui en est le chef-lieu de canton.

La première compilation de chartrier fut faite sur l'initiative du prieur Arthaud de Maistre (2), en 1265, puis des additions successives étendirent son intérêt jusqu'au XIII^e et au XIV^e siècles, mais la seule copie manuscrite qui en subsiste actuellement date du XVII^e siècle et est conservée dans les archives du château de Feugerolles.

Estimant qu'il ne suffisait pas de bâtir un monastère, mais qu'il fallait aussi pourvoir à son existence, Arthaud concéda à saint Robert, premier abbé de la Chaise-Dieu, les droits les plus étendus sur les eaux, les pâturages et les bois de tous les mandements soumis à son autorité. Il lui abandonna de même les revenus des églises de Bourg-Argental, du château d'Argental, de Riotort, de Vanosc, de Burdigne et de Saint-Genest.

S'intéressant toujours à ce monastère, les successeurs d'Arthaud, d'Argental, augmentèrent encore ces dotations déjà importantes.

Le prieuré dès lors, fut administré tantôt directement par les abbés de la Chaise-Dieu, tantôt par un prieur particulier. Vivant ainsi dans le sillage de la maison mère, il eut une existence moins individualisée que l'abbaye de Savigny. Il subsista néanmoins pendant plus de cinq cents ans, sous

(1) Voir la table des noms.

(2) Cartulaire de Saint-Sauveur-en-Rue, page VIII.

la direction de ses prieurs, tant réguliers que commandataires, puis finit par n'être administré que par quelques religieux placés sous les ordres d'un supérieur (1). Finalement, au XVIII^e siècle, ces religieux traitèrent avec les pères jésuites et se retirèrent à la Chaise-Dieu. Le Prieuré, dès lors, desservi par des prêtres séculiers, végéta jusqu'à la Révolution, qui le supprima définitivement.

*
**

La dernière source de cette étude provient d'un recueil essentiellement moderne, « Les Chartes du Forez ». Cet ouvrage, publié sous la direction de MM. Georges Guichard, du Comte de Neufbourg, d'Edouard Perroy et de J.-E. Dufour, comporte actuellement un nombre important de textes relatifs au Forez et antérieurs au XIV^e siècle.

Il a pour but de suivre aussi exactement que possible l'histoire locale en groupant chronologiquement (2) tous les textes intéressant la province. Chaque fonds n'est pas publié isolément, ce qui pourrait parfois donner une image incomplète de la réalité, mais toutes les pièces portant des références nombreuses permettant le groupement particulier des textes intéressant une même seigneurie ou un même prieuré.

Toutes les fiches (3) portent la date de l'acte, l'analyse sommaire du texte, la description de la pièce avec la référence de sa cote, ainsi que différentes notes concernant plus spécialement l'histoire ou la géographie locales. « Les notes relèvent les anomalies de graphie, les variantes des copies. Elles identifient les lieux, éclairent la condition des terres et des personnes à l'aide d'autres documents ».

(1) Cartulaire de Saint-Sauveur-en-Rue, p. XVI.

(2) Chartes du Forez, préface, page 6.

(3) Chartes du Forez, préface, page 7.

Les éléments qui composent ce recueil sont puisés dans la série P. des Archives Nationales (titres et aveux, Chambres des Comptes). D'autres documents proviennent du livre des Compositions ou Cartulaire du Comté, compilé au XIV^e siècle (Bibliothèque de Saint-Etienne, M. S. S. 16), enfin les archives de la Loire fournissent à ce recueil leur contribution avec la série B (Chambre des Comptes de Montbrison).

Actuellement, cet ouvrage comprend 300 chartes, les numéros 301 à 600 sont à l'impression, les chartes 601 à 1.000 à l'étude.

Au point de vue de la forme, ces documents se répartissent inégalement en chartes ou en notices dans le cartulaire de l'abbaye de Savigny, dans le cartulaire de Saint-Sauveur-en-Rue et dans les chartes du Forez.

On sait, qu'en principe, les chartes étaient des actes solennels et publics émanant d'une chancellerie ou du clerc d'un seigneur et commentant de multiples paragraphes répartis entre le protocole initial, le texte proprement dit et le protocole final (1).

La notice, au contraire, était un acte privé, émanant le plus souvent du bénéficiaire de l'acte et qui avait pour but de consigner dans un écrit privé un fait dont il importait de conserver les souvenirs.

Le cartulaire de Savigny comporte toute une série de chartes rédigées sur le même type, un texte servant de modèle pour le suivant ; mais souvent d'une rédaction très simple, comprenant parfois seulement le dispositif et certains signes de validation. De même l'ordre dans lequel se succèdent les diverses parties de l'acte n'est pas absolu, Parfois le protocole et le texte sont enchevêtrés, beaucoup d'actes commencent par le même préambule, suivi de la formule

(1) Voir plus loin la Technique des Contrats.

de notification et des suscriptions, mais rarement peut-on dire deux actes sont établis sur un modèle en tous points identique, il y a presque toujours quelques variantes de détail.

Si maintenant on considère la répartition de ces actes suivant le type de la charte ou de la notice, dans le cartulaire de Savigny, pratiquement presque tous les textes sont du type charte. Sur 960 relations, il y en a quinze environ empruntant la forme de notice.

Le cartulaire de Saint-Sauveur-en-Rue laisse entrevoir des proportions différentes. Sur un total de 233 textes, on trouve 143 écrits du type charte et 90 en forme de notice, dont 19 sont en langue vulgaire et 71 en latin. Ces chiffres ne sauraient évidemment être admis avec une rigueur absolue, certains actes s'apparentant parfois à deux types différents.

CHAPITRE II

LA TECHNIQUE DES CONTRATS

I. — LES CONTRACTANTS EN PRÉSENCE

Il est relativement simple de déterminer le contenu des contrats foréziens antérieurs au XIII^e siècle. En saisir la forme exacte est, par contre, plus malaisé. Les besoins des hommes restant sensiblement constants déterminent les mêmes réactions dans le domaine économique, mais la forme extérieure sous laquelle ils manifestent ces besoins varie avec les contrées et les différences s'accroissent surtout quand il s'agit de relations écrites.

La forme adoptée en Forez pour les documents qui nous intéressent est en principe celle de la charte, mais très souvent on la verra réduite à une extrême simplicité. Ainsi, une donation près de Randans, débute par une invocation pieuse, suivie des motifs qui l'ont dictée, de l'énonciation des biens donnés et d'une clause accessoire, le tout est validé par les signatures du souscripteur, des témoins et de l'intéressé (1).

(1) Savigny, n° 114 (vers 1020).

Pour comprendre ce formalisme réduit et changeant, il faut, avant, se reporter aux contractants en présence et voir le milieu dans lequel ils évoluent. La variété et l'évolution des classes sociales amenant nécessairement une diversité correspondante dans la rédaction des écrits.

Les actes entre particuliers ne sont pas très nombreux dans la période avoisinant le XI^e siècle, ils suffisent cependant, pour donner une idée des transactions exécutées et des contractants en présence.

Tous ceux qui ont une affaire à traiter le font directement, sans recourir à un praticien. La paroisse ou la seigneurie se suffit à elle-même, sans qu'il soit le plus souvent besoin de recourir aux officiers du Comte de Forez, et pour cause.

Du pouvoir central (1) il n'en est guère question, mais pratiquement, le Comte de Forez est à la même époque plus riche de prétentions que de possibilités matérielles. Il a beau sceller ses actes du timbre de Comte de Forez et de Lyon, il n'a pas une chancellerie bien importante et il est loin d'avoir une autorité indiscutée sur ses vasseaux (2). Il lui arrivera d'être forcé de compter sérieusement avec les seigneurs d'Urfé et de Couzan, au moins jusque 1192 pour Urfé (3) et 1224 pour Couzan (4) ; tout cela sans faire état des autres voisins et sans tenir compte des prétentions des négociants ou des financiers auxquels il a recours quand son escarcelle est vide (5).

En continuant à descendre les degrés de la hiérarchie sociale qui se continue du Comte de Forez au dernier de ses arrières vassaux, nombre de gentilshommes campagnards

(1) Le Régime féodal et la propriété paysanne, p. 168, 194, 229.

(2) Le Régime féodal et la propriété paysanne, p. 6.

(3) C. F. Table au mot Urfé.

(4) C. F. Table au mot Couzan.

(5) C. F. 200, Prêt consenti par Hugues Michaille aux parents de Guy VI.

forment des catégories intermédiaires qui, par des transitions imperceptibles créent autant de classes différentes (1).

Ce sont des hommes qui vivent autant des services militaires qu'ils peuvent éventuellement rendre que de la culture de leurs terres (2).

Ces terres ils les tiennent en alleu, en fief ou en censive, les exploitent eux-mêmes ou les font cultiver par des fermiers. Parfois ils n'ont que de simples rentes dont l'assiette porte sur quelques journalées de terre, mais qui motivent des tractations, achats, ventes, échanges nombreux entre les différents propriétaires ou possesseurs, qu'ils soient « Domicelli » (3), paysans. Gentilshommes (4), ou même établissements religieux ; opérations qui sont toujours intéressantes pour les hommes de loi ou les rédacteurs d'actes.

II. — FORME DES CONTRATS

Dans cette diversité des personnes et des choses, on retrouve cependant dans les chartes du Forez la technique générale des contrats (5), au moins sommairement.

Les documents comprennent presque toujours deux divisions principales : l'une se compose des considérations générales sur l'objet même de l'acte, son utilité, sa portée, la façon de le réaliser, les moyens de sanction qui s'y rattachent.

L'autre vise des formules initiales et finales qui varient avec l'autorité de qui émane l'acte.

(1) Le Régime féodal et la propriété paysanne, p. 99.

(2) Le Régime féodal et la propriété paysanne, p. 107.

(3) Chartes du Forez, n° 66.

(4) Bulletin de l'Association de la Noblesse Française, n° 1, p. 14.

(5) Giry. Traité de Diplomatie. Tome II, p. 527.

Il est rare cependant de trouver en Forez avant le XIII^e siècle toutes les parties qui se rencontrent dans certaines chartes solennelles et comprenant : invocation, suscription, adresse, suivies du préambule, de la notification, de l'exposé, du dispositif, des clauses finales, pour se terminer avec la date, l'appréciation et les signes de validation.

Dans les grandes lignes, cette succession de paragraphes est fréquemment de mode, mais le plus souvent sans ordre rigoureux, et plus fréquemment encore des mentions beaucoup plus brèves. La donation de l'église de Haute Rivoire (1) en 918, à l'abbaye de Savigny, montre l'emploi de quelques-unes de ces parties seulement.

La charte débute ainsi : « *Sacrosanctæ ac venerabili ecclesiæ Sancti Martini Saviniacensis monasterii...* »

C'est l'adresse du bénéficiaire de la donation, l'abbé de Savigny. Suit immédiatement la suscription et l'invocation : *igitur ego in Dei nomine Landricus et uxor mea nomine Adalgardis.*

Invocation qui se retrouve souvent dans les textes ecclésiastiques, coutume venue de chez les premiers chrétiens de faire précéder toute action d'une prière ou d'une invocation. Ici on comprend d'autant plus le donateur de se mettre sous la protection de l'église, puisqu'il vient de lui faire une libéralité.

Vient ensuite le préambule avec ses considérations : « *Cogitavimus Dei timore et de æterna retributione ut pius et misericors Dominus sit nobis propitius de peccatis nostris, et de pænis infernalibus animas nostra liberare dignetur* ». L'exposé des motifs comporte à peu près les mêmes considérations.

(1) Savigny, n° 4.

Le dispositif comporte la donation elle-même « *donamus... hoc est ecclesiam unam eum presbyteratu.* »

Quelques clauses finales sont réservées au chicaneur éventuel : « *qui hanc donationem contradicere voluerit fisco auri libras quinque componat* » (1).

Enfin, les signatures Landricus, Aldagarde. Quelques témoins, le nom du scribe et la date : « *Data die Mercurii, in mense junio, anno XXVIII, regnante Ludovico imperatore* ».

Une autre donation (2) laisse entrevoir des caractéristiques analogues : « *Ego in Dei nomine, Berno dons de hereditate mea sancto Martino de Randannis* ». Voici une invocation, une suscription et l'adresse — elles ne sont pas suivies de salut. Le préambule est « *pro anima mea et patris mei Rotboldi* ». Après description des biens donnés et dispositif, « *ea videlicet ratione ut quamdiu vixero, usum fructuarium percipiam et annis singulis dimidium modium vini ex ipsa vinea in vestitura persolvam, et de campo unum sextarium annonæ quando abladium fuerit* ». — Comme clauses : « *Sane si quis propinquorum meorum et alia persona donationem istam calamniatus fuerit et auferre presumpserit, auferat Deus partem ejus de cætu sanctorum* » (3). Pour terminer viennent les signatures et la date : « *Data per manum Iterii monarchi, tertio idus junii, feria quarta* ».

Un texte de 1200 se présente d'une façon un peu différente. Guy, comte de Lyon et de Forez et Guigues, abbé de l'Île-Barbe, ratifient un échange effectué en 1200 entre Hum-

(1) Voir *Traité de Diplomatie*, Giry. Tome II, p. 566. Voir également plus loin les clauses finales.

(2) Savigny, n° 122 (probablement 11 juin 1001).

(3) Voir plus loin les clauses finales.

bert de Bouthéon, alors prieur de Saint-Rambert, et Pons Blanc de Mays ; le prieur, en échange de tout ce qu'il possédait à Sainte-Foy, acquiert les biens de Pons à Saint-Rambert et libère ces biens d'une hypothèque de 2.500 sous. — Une suscription, un salut et une adresse en forment le début : « *Ego G. lugdunensium et forensium comes, nec non et ego G. fratum qui sunt in Insula Barbae minister indignus omnibus in perpetuum* ». — Comme préambule : « *Ne quod factum est oblivitione deleri possit, ad memoriam succedencium presentis scripti pagine inserere volumus commutationem quamdam que facta est* ». — L'exposé déjà énoncé suit. Comme clause finale : « *hoc vero notandum quod si forte infra annum et diem super rebus quas prefato, concessimus aliquis calumpniator supervenerit, nos pro eo calumpnianti ad justiciam respondere tenemur* ». Pour terminer, signatures de plusieurs témoins et apposition des deux sceaux (1).

Un très court texte de 1202 donne les éléments essentiels de la charte. Renaud, archevêque de Lyon fait savoir que Roland de Vauche a engagé pour sept livres à l'église de Saint-Paul de Lyon, la seigneurie de la dîme de Saint-Didier-sous-Riverie : « *Rainaudus Dei gratia lugdunensis ecclesie minister omnibus ad quos litteræ pervenerint, salutem in Domino. Universitati vestre fieri volumus manifestum quod Rolannus de Velchi, dominium decime de Sancto Desiderio ecclesie sancti Pauli pignari obligavit pro septem libris.*

« *Testes Guillelmus Arondi, magister Petrus de Sars, omnes canonici. Actum anno ab incarnatione Domini millesimo ducentissimo secundo* » (2).

(1) C. F., 18.

(2) C. F., n° 20.

Un texte et un protocole un peu plus complet caractérisent une charte de 1214 par laquelle Olivier de Riverie, chevalier, vend à Zacharie, prieur de Jourcey, comme franc alleu et sans usages, tout ce qu'il possède de Colono et Mal-leval, jusqu'à Chevrières et Saint-Denis-sur-Coise.

Ses fils, Jocerand, Olivier, Philippe et Hugues se portent caution, ainsi que Renaud, archevêque de Lyon, qui scella l'acte (1)

Le protocole initial est celui que l'on trouve fréquemment dans les chartes du Forez : « *Rainaud us Dei Gratia prime lugdunen [sis] ecclesiæ minister humilis omnibus in perpetuum* ». Le préambule est banal et déjà usuel : « *Que opus est memorie firmiter commendari nullo fidelius auxilio quam litterarum munimiæ ab oblivitionis defentur incursu* ».

L'archevêque notifie ensuite, puis viennent les détails du texte : « *Noverint igitur tam presens etas quam successura posteritas quod Olivierus de Reviriaco miles vendidit Zacharie priori de Iurceio pro franco alodio et absque ullo usagio quidcquid ipse habebat vel alius ab eo tenebat a Colono et a Mala Valle usque ad Cheverias et usque ad sanctum Dionisium* ». Comme clauses finales, serment des cautions : « *Hanc quoque venditionem se bona fide in perpetuum servaturos super sancta Dei evangelia juraverunt idem Oliverus et filii ejus Jocerannus, Olivierus, Philippus et Hugo. Et ad majorem securitatem prefatus Oliverus nos qui tunc curam comitatus forën [sis] habebamus dedit dicto Zacharie pacis fidejussorem sicut archiepiscopum et comitem forensem* ».

Pour finir, le sceau de l'archevêque est apposé sur la charte en signe de validation : « *Ut autem hæc venditio penes supradictum Zacharium perpetuam obtineat firmitatem, nos ad preces memorati Oliveri presentem ei concessimus Car-*

(1) C. F., n° 23.

tulam sigillo nostro roboratam. Actum anno Domini, M^o CC^o XIII ».

Le formalisme des rédacteurs des actes, quelque document que l'on prenne, reste toujours très réduit. Aux limites ouest du Comté, vers Maubec, au sud d'Escoutoux, en Auvergne, actuellement dans le canton de Thiers, Robert, évêque de Clermont, reçoit l'hommage d'Etienne de Thiers pour Maubec, à condition que quand le Comte de Forez le voudra, Etienne lui prêtera hommage pour ce fief. Le comte, à son tour, fera hommage à l'évêque, qui aura simplement Etienne comme arrière vassal.

Le protocole initial en est très réduit, il englobe pour ainsi dire le texte ou la notification ; suit la suscription pour précéder de peu le dispositif et les clauses finales. « *Ego R[obertus] Dei gratia clar[montensis] ep[iscopu]s notum facimus universis presentibus pariter et futuris, quod nos recepimus homagium pro Malbec et pertinenciis a Steph[an]o de Tierno, tali condicione quod q[ua]n[do]cumque comes forisien[sis] voluerit, idem St[eph]anu[m] faciat homagium eidem pro feodo de malbec libere sine aliqua contradictione et comes pro eodem feodo faciat homagium episcopo clarum[ontis]. Et in huius rei testimonium presentem paginam sigilli nostri munimine fecimus roborari.*

« *Actum anno Domini : M^o CC^o XV mense septembris (1).*

Quelques autres textes des années 1219 et 1220 sont aussi d'une forme extérieure très réduite. Dans l'un, du 10 mars 1219 (2), Humbert, seigneur de Beaujeu, fait hommage à la Duchesse de Bourgogne, pour Belleville, Thizy, Perreux et Lay et tout ce qu'il pourra acquérir en Forez.

(1) C. F., n^o 24.

(2) C. F., n^o 30.

comme l'a fait son père et moyennant promesse par la duchesse de l'aider contre le Comte de Forez. L'acte ne contient pas plus d'une douzaine de lignes, depuis le « *notum facio* » jusqu'à la date, en passant par l'énoncé de la convention.

En octobre 1220, Renaud et Ulric, fils de feu le Vicomte de Macon, cèdent au Comte Guy IV, pour mettre fin à leurs querelles, tout ce qu'ils avaient au-delà de la Loire et spécialement Crozet.

Un salut, une notification, le texte succinct de l'accord, la date et le sceau de l'archevêque de Lyon parfont cette convention d'une douzaine de lignes seulement (1).

En 1220, Renaud, archevêque de Lyon, reconnaît par Anselme, son chancelier, que Willelma, jadis femme de Chatard de Roannais, avoua tenir en fief du Comte de Forez, la moitié du port et péage de Roanne (2).

La relation est aussi succincte que les précédentes, elle se compose de quatre phases.

« *Rainundus... omnibus in perpetuum ad noticiam tam presentium quam futurorum volumus pervenire quod...* ». L'évêque, sur la demande de Willelma, a constaté la chose : « *Nos igitur ejus justis precibus annuentes presentem cartam inde fieri et sigillo nostro fecimus in testimonium robarari. — Actum...* ». Et enfin : « *Datum per manum Antelmi cancellarii nostri* ».

III. — CONTENU DES CONTRATS

Si l'on se reporte, non plus à la forme extérieure des contrats, mais à leur contenu, on constate qu'ils concernent en

(1) C. F., n° 31.

(2) C. F., n° 33.

grande majorité des donations pieuses, quelquefois aussi des ventes, des échanges, des concessions de précaire ou des règlements de différent suivis d'accord ou de transaction. Le plus souvent, un même acte offre simplement plusieurs de ces caractères ou l'un domine, suivant l'angle sous lequel on le considère.

Dans le cartulaire de Savigny, les donations abondent. Elles sont adressées d'ordinaire à l'abbé : *ubi abbas Gausmaus regit* (1), ou *ubi abbas Dalmacius preesse videtur* (2). La suscription du donateur vient ensuite ainsi que les motifs déterminant son acte.

Parfois, certaines imprécations, formules comminatoires, ou menaces terminent le tout.

Eventuellement, mais rarement avant le XIII^e siècle, les donations se compliquent d'invocations et de longs préambules rappelant les mérites qu'il est possible d'acquérir en faisant de bonnes œuvres.

Parfois le donateur ne fait pas une véritable donation ; il y a plus vraisemblablement un contrat onéreux déguisé sous forme de donation. C'est une pratique employée à plusieurs reprises par l'abbaye de Savigny pour récupérer des biens usurpés (3). — Le donateur se dessaisit d'un bien injustement acquis, mais reçoit une compensation. Les chartes d'échange sont par contre assez nombreuses, deux voisins ont des terres éloignées et disséminées, ce qui embarrasse l'un pourra, au contraire, accommoder l'autre.

A leur tour, les contrats de précaire sont en faveur, surtout auprès des églises du Forez. D'ordinaire, le bénéficiaire donne un bien ou plus exactement renonce à la nue-

(1) Savigny, n^o 218.

(2) Savigny, n^o 775.

(3) Savigny, n^{os} 912, 919, 934.

propriété d'un fond pour n'en garder que l'usufruit, moyennant quoi il bénéficie en outre de la jouissance d'un autre fond.

D'autres exemples le feront mieux comprendre encore, souvent il s'agit d'une donation à cause de mort, faite à l'abbaye voisine en vue du repos éternel de l'âme du défunt, parfois des clauses accessoires s'y adjoignent, mais rarement à l'origine.

Si l'acte est d'importance, parents et amis assistent à son élaboration, donnent leur avis et signent « *Quoniam hominum memoria per successionem temporis quotidie labitur* » (1).

Cette mesure de sûreté n'est pas toujours inutile, dans la vie, un écrit vaut parfois mieux qu'une promesse.

Certains textes sont souvent réduits à l'indispensable, mais d'une éloquente brièveté : « *Guigo Isarnus et frater suæ uxoris Vuillelmus dederunt Deo et ecclesiæ Sancti Salvatoris, in manu Gastonis prioris quartum quem habebant ad Fraisenet pro animæ suæ uxoris* » (2).

Parfois la donation est faite pour subvenir à l'entretien d'un futur moine. « *Ego Vuillelmus Isarnus, ut filius meus monachus fieret, dedi Deo et sancto Roberto mansum de Lestival in manu gastonis prioris* » (3).

Le même Guillaume Isarne fait un autre don à l'Eglise de Saint-Sauveur pour le repos de l'âme de ses parents, en retour il reçoit cinquante sous, ses frères approuvent cette donation (4).

Comme on l'a vu, les modalités de ces cessions sont variables, il y a parfois donation pure et simple, mais souvent

(1) Cartulaire de L'île-Barbe, Tome I, p. I.

(2) Cartulaire de Saint-Sauveur-en-Rue, p. 5.

(3) Cartulaire de Saint-Sauveur-en-Rue, p. 5.

(4) — — — p. 5.

aussi le donataire se réserve l'usufruit du bien donné sa vie durant, à charge par lui de payer un cens modique qui a un caractère purement recognitif. — Parfois, il stipule pour lui un droit de retour (1) sous certaines conditions, ou encore reçoit en jouissance un bien équivalent à celui dont il a abandonné la nue-propriété et fait hommage à l'église pour les deux. Souvent encore, il reconnaît devoir un cens au monastère ou à un seigneur laïc contre un avantage pécuniaire consenti en retour, c'est le cas du prêt d'argent sans remboursement, suivi de l'hommage de sa terre par l'emprunteur au prêteur.

Aux environs de 1100, Amy, ses fils et son frère Artaud, donnent à l'abbaye de Savigny, pour le rachat de leurs âmes et celle de leurs parents, un courtil situé à côté de Civent, dans la plaine du Forez ; ce courtil rend chaque année, comme servis, une quartallée d'orge, douze deniers et un chapon ; Amy donne également un autre bien à Salles, le tout est fait « *laudantibus filiis suis* » (2).

Ici encore, Ameluis « *Cogitans humanæ fragilitatis casus* » donne à l'abbé Itier un courtil qui rend six deniers et une verchère. Ailleurs, Arbert de Rochefort dit : « *Cum essem in servitiis Dei et beati Petri apostolorum que pincipis, antequam domum reverterer, præventus morte, vocavi amicos et socios viæ, fratremque meum Gausbertum et per consilium eorum destinævi et reliqui aliquid de mea hereditate Deo et Sancto Martino, et domno abbati Iterio et monochis ejus qui inhabitant eum locum qui dicitur Randanus, ut habeant et teneant usque in sempiternum. Est autem hoc : una vinca que sita est in agro Forensi in villa que dicitur Cellæ quam tenent Isdrael rusticus. S. Heldini filii ejus, Gausberti fratris*

(1) Savigny, n° 867.

(2) Savigny, n° 874.

ejus Alexandræ uxoris ejus, Martini qui erat comes ejus in viâ et in presentia fuit » (1).

Dans toutes ces cessions le détenteur du bien cédé ne se dessaisit pas sans avoir longuement réfléchi et après avoir consulté tous les siens et pris leur avis. Si Arbert de Rochefort fait appel à ses amis et compagnons, il est probable qu'il possédait la vigne donnée en co-propriété avec l'un d'eux ou même plusieurs, ou qu'ils y avaient certains droits.

Quel mot serait ici le meilleur : détenteur, possesseur, propriétaire, aucun n'est absolument satisfait ; il y a plutôt là une forme de co-propriété familiale (2) d'un bien de famille, possédé entre plusieurs, ou dont on ne dispose que du consentement unanime.

Dans un but également pieux, Gotolinde donne à l'abbaye de Savigny une petite vigne et un champ situés à Nollieux, à la condition que tant qu'elle vivra elle pourra en jouir pour y planter ou bâtir ; en retour, l'église de Saint-Martin bénéficie d'un quart des produits et après sa mort, les biens précités seront la toute propriété de l'abbaye (3).

Pontius donne un courtil et un champ à Taissonnières, mais sa vie durant il en gardera la jouissance et donnera une poule à titre de vestiture, à sa mort le courtil et le champ iront à l'église de Randans (4).

Voulant aller à Jérusalem, Chautard fait don de son héritage au couvent de Saint-Martin-de-Savigny, il reçoit de l'abbé deux cent cinquante sous et un mulet, aux conditions suivantes : Si avant la fin de son voyage il meurt, tout son bien, sans aucune opposition ou revendication de ses parents

(1) Savigny, n° 873.

(2) Le Régime féodal et la propriété paysanne, p. 74.

(3) Savigny, n° 855.

(4) Savigny, n° 789.

ou d'autres intéressés, entrera dans le patrimoine de Saint-Martin. S'il revient et prend l'habit de moine, ses biens iront également à l'église, à titre d'offrande. Si, au contraire, il prend femme et qu'elle lui donne postérité, il rendra à l'abbé la somme avancée. S'il n'a pas d'héritiers, la donation restera ferme après sa mort (1).

Dans toutes ces circonstances, peu ou pas de formalisme, aucun spécialiste n'assiste les intéressés ; les arrangements ont, pour ainsi dire, lieu en famille, ou on fait appel à un tiers que ses connaissances, sa probité ou sa valeur personnelle désignent comme le plus capable vis-à-vis de ses compagnons.

(1) Savigny, n° 867.

CHAPITRE III

SANCTION DES CONTRATS

I. — SANCTIONS CIVILES ET RELIGIEUSES

Tous les contrats reflètent la vie de l'époque à laquelle ils appartiennent. Aussi ne devons-nous pas être étonnés de trouver, au moyen âge, une large part faite dans les écrits aux sanctions religieuses (1). Les inspirations religieuses mêlées aux règles juridiques apparaissent à tout moment ; il est par conséquent logique de les retrouver, surtout dans la sanction des contrats.

Celui qui s'oblige fait une promesse en général, un serment pour donner plus de force à son engagement. — Ne pas tenir sa promesse constitue un péché, pour le moins une faute.

Ce fut d'ailleurs un des nombreux motifs de conflit entre les juridictions laïques et religieuses au point de vue de la compétence (2) ; le tribunal laïque se déclarant compétent parce qu'il y avait contrat, donc acte relevant de ses juges et

(1) *Diplomatique*. Giry. II, p. 562.

(2) *Chartes du Forez*, n^{os} 212 et 213.

le tribunal religieux parce qu'il y avait serment, d'où autre compétence.

La sanction provient parfois de la volonté d'une des parties seulement et a un caractère purement moral. C'est ce qui a lieu quand l'abbé de Savigny excommunie (1) dix ou douze de ses voisins qui se sont emparés respectivement d'une vigne, d'un pré, d'une terre, d'un champ ou d'une grange. La damnation vient aussi en bon rang dans la sanction des contrats, surtout avant le XIII^e siècle. Souvent, cependant elle se trouve remplacée par des moyens plus temporels, tels que compensations pécuniaires ou garanties données par des cautions. Parfois, enfin, il y a simple menace faite par l'auteur de l'acte, en général le donateur à celui qui irait à l'encontre de ses prétentions (2).

Silvius et son épouse donnent quatre rangées de vignes pour la sépulture de leur fille et déclarent simplement : « Celui qui viendra attaquer cette donation ne doit pas être entendu dans ses prétentions » (3).

En donnant à Girin l'église de Villechenève, Itier appuyé par tout son chapitre, déclare anathème et damné pour toujours celui qui oserait aller à l'encontre de cette convention (4). A. Panissières, Ildegarde de Calme fait trois parts de ses biens ; elle en donne deux aux moines, la troisième à sa fille et ajoute : « *Si quis autem hanc meam legitimam donationem infringere voluerit, non valeat obtinere quod cupit sed quamdiu permanserit in hoc sua pessione voluntate, sit alienatus ab omni cætu sanctorum* » (5).

(1) Savigny, n° 750.

(2) Voir plus loin le chapitre concernant le détail des clauses utilisées par les notaires.

(3) Savigny, n° 851 (vers 1100).

(4) Savigny, n° 838 (vers 1112).

(5) Savigny, n° 135. Ainay, n° 74.

La menace est en général identique ; quiconque voudrait violer ces pactes s'expose à voir se réaliser contre lui le châtiement de Dathan et d'Abiron (1).

Si la perspective d'être englouti dans un tremblement de terre ne suffit pas pour arrêter les incrédules ou les plus entreprenants, une sanction directe intervient aussitôt, c'est l'amende. L'amende ou la compensation pécuniaire, prévue pour celui qui tente de s'emparer d'un bien donné.

« *Si quis hanc venditionem inquietare voluerit, auri libram unam componat et in antea firma et stabilis permaneat* (2).

Ou encore : « *Sane si quis donationem istam inquietaverit, non ei liceat vindicare quod cupit, sed componat tantum et et aliud tantum quantum ipsæ res emliorantæ valuerint et in antea donatio ista firma et stabilis permaneat* » (3).

Ces formules, inhérentes aux modifications de la propriété, constituent un de ses caractères les plus marquants. La clause semble elle-même curieuse ; en effet, on peut supposer, de prime abord qu'un simple souhait est fait par le donateur pour assurer la durée pratique de son acte et qu'ensuite il prévoit ou estime le montant de l'indemnité destinée à réparer le préjudice causé, il y a éviction.

Dire qu'il y ait là une sorte d'assurance souscrite pour l'avenir en vue de parer à un dommage incertain, serait beaucoup s'avancer. En fait, pour le donateur, l'acte est un moyen de preuve susceptible d'être invoqué dans la suite, s'il y a contestation. Difficulté prévue dans presque tous les textes et semblant montrer le caractère assez indéterminé de la pro-

(1) Savigny, n° 839.

(2) Savigny, n° 142.

(3) Savigny, n° 163. Voir plus loin le détail des clauses finales.

priété Forézienne de cette époque, puisqu'on évalue à l'avance l'indemnité que devra payer le nouvel arrivant qui se prévaut d'un droit de propriété plus que contestable : si le texte de la convention évalue lui-même à l'avance le dommage possible, il est néanmoins probable qu'il sera discuté dans un *placitum* ultérieur destiné à mettre fin à la controverse.

Un autre point n'est pas moins curieux : à quelle personne s'appliquera éventuellement cette sanction, c'est rarement au bénéficiaire de la libéralité, il n'y a pas intérêt. Cependant parfois, la réserve le vise expressément (1).

D'ordinaire, les sanctions d'un contrat ont pour but de le faire respecter par les deux parties, ici le plus souvent, il n'en est pas de même. La clause pénale vise non un des intéressés, mais un tiers dont la revendication est possible sans être certaine. Il y a là une exception notable à la relativité des contrats, au principe « *res inter alios acta aliis neque prodest neque nocet* », qui montre le peu d'influence de droit romain en Forez à cette époque.

Cette importance des sanctions religieuses entremêlées de peines temporelles ou civiles peut sembler curieuse à notre époque, mais elle s'explique très bien si l'on se reporte au moment où elles intéressaient. Le pouvoir civil et le pouvoir religieux étaient étroitement unis l'un à l'autre et dans une dépendance réciproque autant par le lien des hommages que par l'interprétation de l'administration laïque et religieuse.

A distance, le moyen âge présente un curieux amalgame de foi et de révolte contre l'autorité spirituelle ; les deux ne sont d'ailleurs pas incompatibles si l'on pense au double caractère des représentants de l'église médiévale. Il y a bien, en principe, obéissance spirituelle mais conflit temporel ame-

(1) Savigny, n° 684.

Diplomatique. Giry. Tome II, p. 553 et suiv.

nant à des situations sans issue quand les deux pouvoirs sont réunis dans la même main et quand les moyens mis en action de part et d'autre relient aussi bien de l'église que du pouvoir séculier.

Il n'en reste pas moins que l'église dispose d'une grande force immatérielle, force très suffisante pour assurer en général le respect des contrats.

Sans entrer dans les détails, il suffit de penser à la formidable puissance spirituelle du pape Grégoire VII dans la deuxième moitié du XI^e siècle, forçant l'empereur Henri IV d'Allemagne à venir s'humilier à Canossa. — A un degré moindre, mais proportionné à leur sphère, les évêques et abbés jouissent du même privilège, aussi est-il aisé de comprendre le poids de la sanction religieuse.

Il ne suffisait pas néanmoins d'avoir rédigé des écrits pour que tout fut terminé, encore fallait-il que tout le monde fut d'accord pour la mise en pratique du contrat, ce qui n'arrivait pas toujours. Il fallait aussi que des juges ou des arbitres pussent rétablir l'ordre quand le droit avait été violé. C'est l'objet de ce que les chartes désignent communément sous le nom de « *placitum* » et qu'on ne saurait mieux traduire que par les plaids.

II. — RÈGLEMENT DE QUELQUES CONTESTATIONS

L'application des sanctions prévues ne pouvait toujours être mise en pratique par de simples particuliers dépourvus d'une autorité suffisante vis-à-vis d'un adversaire récalcitrant. S'ils en venaient parfois aux mains, comme le firent Etienne de la Varenne et l'abbé Ponce (1), en règle générale, un

(1) Voir plus loin, Savigny, n° 900.

placitum suffisait pour terminer définitivement la contestation. Le mot placitum étant, comme on vient de le voir, pris dans le sens de plaids, ainsi qu'en témoignent les chartes du Forez. Plaids qui se tiennent parfois devant des arbitres et parfois devant les juges, mais où l'arbitrage domine avant le XIII^e siècle. Le tribunal de Montbrison (1) devint ainsi progressivement juge d'appel des juges seigneuriaux ou des arbitres locaux, mais se trouva parfois en rivalité avec la juridiction du chapitre de Montbrison, ou les juges de l'archevêque de Lyon.

Plus on remonte loin dans la recherche d'une organisation judiciaire, plus on constate qu'elle est simple.

On peut admettre que les tribunaux se distinguent par la haute et la basse justice, mais à partir de quelle époque cette distinction est-elle certaine. A pousser une classification plus loin, on risque alors de se baser uniquement sur les règlements royaux et les écrits feudistes nettement postérieurs (2). Or, écrits et règlements ne correspondent pas toujours à la réalité, il y avait souvent loin entre ce que le Roi ordonnait et ce qui était réalisé dans la pratique, il pouvait désirer beaucoup, mais à une époque où la faiblesse du pouvoir central était extrême (3), on peut facilement juger des résultats possibles en pensant, à l'heure actuelle, à la difficulté d'application de certains règlements ou de certaines circulaires, et pourtant l'administration actuelle présente une centralisation qu'on ne saurait comparer à celle du pouvoir royal au XII^e et XIII^e siècles et bénéficie d'autres moyens que ceux qui étaient à la disposition des Rois de France.

(1) C. F. 17 et 22.

(2) Le régime féodal et la propriété paysanne, p. 144.

(3) Le régime féodal et la propriété paysanne, p. 7, 9, 168, 194, 229.

Le mieux est de suivre les chartes où est consignée la vie même de ceux pour qui elles étaient rédigées.

Il y a assurément de nombreuses contestations de propriété sur une même terre entre les laïcs ou même entre clercs et laïques. Les moines eux-mêmes n'en sont pas exempts, il leur arrive souvent de se disputer terres et bois, prés ou vignes (1), quand il ne s'agit pas de droits de justice ou de police (2), mais d'ordinaire un *placitum* termine la querelle.

Ainsi, en 1066, Othemars Ricols prétendait avoir des droits sur les moulins de Givret, dont jouissait le prieur de Saint-Sauveur-en-Rue. Afin de terminer le litige, le prieur, conciliant, accorde à Othemars, à titre de dédommagement, pour les droits qu'il abandonne, une rente à percevoir sur la maison de Pierre de Bannoc, moyennant quoi le demandeur se déclare satisfait. Les arbitres de ce conflit sont Ponce de Roussillon, son frère Arthaud « *et cæterorum militum* ». Trois témoins constatent la transaction sur les registres du prieuré (3).

C'est l'archevêque de Lyon, assisté de ses doyens, archidiâcles, camériers, trésoriers et chantres qui mit fin à un litige entre Hugues de Beaujeu et Ponce, abbé de Savigny, au sujet de l'église de Duerne (4) ; il cite demandeur et défendeur devant son tribunal ainsi composé, puis, après avoir entendu les arguments des deux parties, reconnaît à l'abbé la propriété contestée parce qu'il peut prouver, par deux témoins reconnus « *idoneos* », qu'il a eu depuis de longues

(1) Savigny, p. 838, 870, 906, 907, 920.

(2) Savigny, 900, 906, 948, et C. F. 17, 21.

(3) Saint-Sauveur-en-Rue, p. 13.

(4) Savigny, n° 907, vers 1121. (Canton de Saint-Symphorien-le-Château, actuellement dans le Rhône).

années la possession canonique et incontestée de cette église.

La querelle qui mit aux prises Etienne de la Varenne et l'abbé de Savigny est plus curieuse encore (1). La cause apparente du conflit réside dans la possession du château de la Varenne qui probablement, portait ombrage aux moines. Etienne et l'abbé ne vivaient pas en bonne intelligence.

Les causes de friction avaient du être nombreuses, car le 9 décembre 1117, le Pape, à la requête des religieux de Savigny s'efforce de mettre fin à ce conflit. Il ordonne la restitution d'otages arrachés à l'abbé, c'était, dit-il « *contra ecclesiasticorum moren judiciorum* », la destruction du château, qui se trouvait sur les domaines des religieux. Il fait également défense de le reconstruire à l'avenir. Par ailleurs, il lève l'interdit lancé contre quelques églises dont Etienne de la Varenne était le patron laïc. Malheureusement cette solution ne devait pas prévaloir longtemps, l'origine du conflit était plus profonde.

Sur son lit de mort, Itier de Bully avait donné à l'abbaye de Savigny toute sa terre et les possessions « *quod videbatur habere* » entre la Loire et la Saône.

Cette donation avait été faite au chapitre en présence de l'abbé, de ses moines ; elle avait également eu l'approbation des fils du donateur : Hugues, Achard et Guillaume. Les meilleures garanties semblaient réalisées ; il n'en fut rien. On avait pensé à tout, sauf à consulter une fille qu'avait le testateur, ce fut la cause et l'origine de toutes les difficultés. L'époux de cette dernière allait avoir la partie belle pour dire que sa femme avait été frustrée et en profiter pour répudier tous les engagements souscrits par Itier de Bully.

(1) Savigny, n° 900.

Achard et Hugues moururent à Jérusalem. Guillaume, qui avait pu revenir, sentant sa fin prochaine, ratifia de nouveau la donation et la confirma devant plusieurs témoins, parmi lesquels figuraient divers religieux de l'abbaye. Et c'est après toutes ces précautions qu'Etienne de la Varenne voulait arracher à l'église un bien qui semblait lui avoir été donné dans des conditions légitimes. Comment cela se pouvait-il ? La solution devient simple en constatant que l'époux de la fille d'Itier de Bully ne fut autre qu'Etienne de la Varenne ; de ce fait, il devenait le vassal de l'abbé, mais rapidement il allait prouver son indépendance de caractère et causer à son suzerain plus de déboire que de joie. Il ne tarda pas à chercher noise à l'abbé, en répétant à qui voulait l'entendre, que sa femme avait été dépouillée.

Pour faire cesser ces récriminations et avoir la paix, l'abbé Ponce, malgré l'opposition de ses moines, fit quatre parts des biens donnés à son monastère et en concéda trois à Etienne.

Peu soucieux de ce bienfait, Etienne contraignit les tenanciers d'une métairie que l'abbé s'était réservée, à lui jurer fidélité, puis finalement occupa le quatrième lot. Bientôt, il fortifia, en outre, un simple abri pour le bétail, que son père avait édifié sur une enclave dans les possessions de l'abbaye.

Non content de cela, il creusa des fossés autour, éleva des parapets, flanqua son repaire de tours de bois, le renforça de défenses accessoires, puis force les colons de l'abbé à effectuer ses travaux.

Emu d'une telle offense, l'abbé Ponce cite Etienne en tant que son ressortissant à comparaître devant lui, chose que ce dernier dédaigne, bien entendu, d'accomplir, mais ce-

pendant, sur les objurgations de ses amis, il consent à faire la paix et donne des otages. — Un jour est fixé pour le « *placitum* », des juges sont choisis, chacun expose ses griefs, la sentence suit. Etienne est condamné à rendre son fortin à l'abbé pour qu'il le fasse détruire quand bon lui semblera, il est en outre condamné à laisser à l'abbé un droit de passage pour se rendre au cimetière, voisin de l'église; droit qui, naturellement, était contesté par Etienne.

Etienne tarda longtemps à exécuter ce jugement, puis finit par s'y résoudre, mais ce ne fut pas tout, un jour où l'abbé avait entrepris de faire mettre en état le chemin du cimetière, il arrive sur le lieu du travail, insulte les moines, les malmène et va jusqu'à les rouer de coups. Ceci fait, il s'éloigne, retourne vers sa forteresse, et comme son humeur belliqueuse, loin de se calmer, s'était accrue au cours de cette escarmouche, il chasse des bergers qui l'occupaient et se met à commettre des déprédations diverses sur les biens du monastère. Il pénètre entr'autres dans une chapelle desservie par six moines vivant en commun, les expulse brutalement et s'empare de leurs biens (1).

Le nombre de ses méfaits augmentant toujours, l'archevêque se propose comme médiateur, demandant des otages aux deux parties, il fixe de nouveau un jour pour le « *placitum* » et l'audience se tient.

Les juges décident que l'abbé gardera la forteresse un nombre de jours égal à celui pendant lesquels il aura été privé par Etienne de ses droits d'investiture ; c'était une sorte d'astreinte par compensation.

Etienne rendit bien la forteresse à l'abbé, mais pas de la

(1) Savigny, n° 1900.

façon dont celui-ci entendait et surement pas comme avaient pu le penser les juges. Restant dans le château avec toute sa famille et des hommes bien armés, il invite de jour et de nuit les hommes de l'abbé à venir l'en déloger, le tout à grand renfort de menaces.

Le pauvre abbé, tout penaud, retourne trouver l'archevêque pour lui faire part de sa mésaventure et lui dire combien ses droits d'investiture lui semblent périlleux à percevoir. — De ce conciliabule, ce qui était à prévoir, il ne résultât rien ; l'archevêque se bornait à constater que son abbé avait affaire à un vassal peu commode, mais outre ceci, il ne savait plus à quel saint se vouer.

Voyant que de ce côté il n'y avait plus rien à espérer, l'abbé tient conseil avec ses amis et pensant subitement au proverbe : « aides-toi, le Ciel t'aidera », il oublie pour un moment ses préceptes de charité chrétienne et se décide, lui aussi, à opter pour la manière forte.

Aidé de ses vassaux, amis et moines, il s'empare du château par surprise et le saccage. Du coup, ce fut au tour de l'archevêque d'en être « *commotus* ». Il le fut tellement, qu'il excommunia l'abbé, ses moines et les églises qui se trouvaient dans l'obédience du monastère, il leur prit en outre des otages, voulant par là les forcer à rebâtir une « *speluncam latronum* », dit le rédacteur de la charte, (un moine à coup sûr).

Celui qui ne s'attendait certes pas à ce dénouement dut être l'abbé Ponce. Après de semblables excès de part et d'autre, on aurait pu craindre que le conflit ne s'éternisa ; il n'en fut heureusement rien. Aux environs de 1121, Etienne de la Varenne et l'abbé Ponce firent la paix, l'un rendit une partie des biens contestés, l'autre renonça aux droits qui

n'étaient pas certains, ainsi se termina cette dispute, qui parfois, dégénéra en rixes sérieuses.

L'histoire d'Etienne de la Varenne n'est qu'un exemple isolé de contestation résultant de l'inobservation d'un contrat, mais à un degré moindre de petites difficultés se produisaient inévitablement, elles étaient cependant limitées, autant que faire se pouvait, par l'arbitrage de voisins compétents ou désintéressés.

Le règlement de ces litiges est loin d'obéir à des principes immuables. Seule la personne des juges est prise en considération, hommes dont la probité est connue, chevaliers ou gens d'église capables par leurs lumières ou leur savoir, de trancher un différend avec le maximum de justice possible. Ces juges occasionnels, mais intègres, seront à peu près les seuls représentants de l'organisation judiciaire jusqu'au moment où le Comte de Forez aura constitué la Cour de Montbrison et rattaché à lui les villes capitales de la province pour en former des chatellenies (2).

Sans aller aussi loin que saint Simon, on peut suivre, pour le *placitum* Forezien et la Cour de Montbrison, une évolution analogue (3) à celle produite au Parlement et que constate avec un peu de regret ce curieux historien quand il remonte à Philippe le Bel et s' imagine voir « les fiers légistes » sur leurs petits tabourets, aux pieds des nobles pairs.

Si nous revenons maintenant au Forez, nous pouvons voir

(1) Cartulaire de Saint-Sauveur-en-Rue, page 13.

(2) Histoire des Ducs de Bourbon et des Comtes de Forez. Tome III, page 270.

(3) Feurs, par Guichard, p. 117 et suiv.

la prieure de Journey sur Chambœuf, de l'ordre de Fontevrault, acquérir la dîme de Saint-Hilaire.

Humbert de Bouthéon, prieur de Saint-Rambert, il faut le dire, y possédait aussi des droits et pour être complet, ajoutons que la prieure avait négligé de l'aviser de cette mutation de propriété.

Estimant ce procédé incorrect, Humbert, aux abords de l'an 1200, assigna la prieure à Veauche, devant un tribunal composé de Giraud, chancelier du Comte Guy de Forez, Ponce de Jarez, chanoine et Jean de la Fouillouse, clerc. — Le litige se termina en conciliation, peut-on dire ; Madame de Journey reconnut le bien fondé des prétentions d'Hubert et lui rendit hommage pour cette dîme ; en retour, Humbert lui concéda la dîme à titre perpétuel et tout fut terminé (1).

Renaud, archevêque de Lyon, présida, en 1206, à la Fouillouse un plaid assez comparable (2). Ponce de Saint-Paul jouissait d'une verchère à la Fouillouse. Ce bien lui était venu par sa femme, mais il était grevé de diverses charges au profit du prieur de Saint-Rambert..

Ponce réfléchit qu'après tout, il serait plus avantageux pour lui de donner à sa terre le caractère d'un alleu plutôt que celui d'un fief. Il refusa donc tout service ; l'abbé ne se laissa pas intimider pour si peu. A l'annonce de cette négation, il cite Ponce, comme le veut la coutume « *ut mos est* » ; ce dernier fournit des cautions et au jour fixé se présente contre le prieur, devant maître Hugon Soleillant, Roland de Veauche, Valdemar. Mauvoisin et Guillaume de la Chasote que le prieur « *asciverat assessores* » .

(1) Chartes du Forez, n° 17.

(2) Chartes du Forez, n° 21.

Le prieur avait, en outre, amené différents témoins et amis. Ces derniers, produits devant les juges déclarent sous la foi du serment, à leur connaissance, le prédécesseur de Ponce de Saint-Paul, Hugues de Saconins, détenteur de cette verchère dans des conditions identiques ; elle lui venait aussi de sa femme, avait juré fidélité et hommage, puis avait versé soixante sous forts Lyonnais à titre d'investiture. Confondu par ce témoignage, Ponce reconnut alors qu'il avait précédemment nié sans raisons valables les prétentions du demandeur. Il vint dans le couvent de Saint-Rambert pour y prêter serment et faire hommage, puis donna les soixante sous réclamés à titre d'investiture.

Une clause supplémentaire qui mérite d'être mentionnée, fut ajoutée à cette convention : si un fils succède à son père sur cette verchère, l'investiture se réduit à IX sous sans néanmoins l'exempter de la fidélité. Si c'est une fille ou toute autre personne, elle devra la fidélité « *cum sacramento* » et les IX sous.

Cette promesse renforcée pourrait se comparer à un hommage de nature particulière. La différence dans la prestation de serment se justifie d'ailleurs assez facilement. Il suffit de se souvenir des difficultés causées à l'abbé de Savigny par Etienne de la Varenne, ou plus simplement celles qui ont été la cause de la présente citation en justice. Une fille ou un vassal, pour ainsi dire étranger, tel qu'un gendre, succédant au titulaire initial, se voit demander l'engagement plus solennel, « *cum sacramento* », et ceci est compréhensible, le fils connaît les servitudes qui grèvent le fief et peut évaluer les charges pour cela, ayant déjà vu son père à l'œuvre.

Une fille, au contraire, ou un nouveau vassal venant d'une

autre paroisse, ne sont pas dans les mêmes conditions. La fille n'est pas appelée à connaître toutes ces obligations qui ne relèvent pas de son domaine. C'est son mari qui paiera les droits d'investiture, fournira le service militaire s'il est dû, exécutera les travaux convenus, fera faire charrois et corvées. Dès lors, un gendre peut être moins bien disposé à exécuter toutes ces prestations qu'un héritier direct ; il sera facilement tenté de s'y soustraire en en diminuant le poids, en les éludant ou les esquivant si c'est possible. Voilà pourquoi on lui fait prendre un engagement plus solennel, insistant bien sur l'étendue de sa promesse. Il faut, avant tout, éviter qu'il ne désavoue sa femme si elle s'est trop avancée ou qu'il ne crée des difficultés une fois en jouissance du fief ou de la rente, mais tout ceci n'est que l'accessoire, ce sera aux juges d'examiner dans chaque situation la solution qui doit prévaloir.

L'aspect du tribunal occasionnel réuni à La Fouillousse, et Veauche ne doit pas laisser supposer que les juges Foréziens soient essentiellement sédentaires. Ils se déplacent également pour enquêter sur les lieux quand cela peut être nécessaire.

Ayant eu connaissance de divers méfaits commis par Damas de Châtillon (1), Renaud, archevêque de Lyon, charge Guillaume, abbé de Savigny, de se livrer à une enquête sur ces actes répréhensibles.

Muni de sa commission rogatoire, Guillaume interroge les hommes du prieuré de Nuelles, près de l'Arbresle. Là, on lui répond que Damas, non seulement a fait main basse sur l'argent liquide qu'il a pu trouver, mais qu'il s'est encore

(1) Chartes du Forez, n° 22.

emparé de froment, de seigle, d'avoine, d'orge, de légumes.

Ayant sans doute trouvé de la résistance dans la maison, l'enquête révèle qu'il a « *graviter verberasse* » la femme de Pierre Algart. Il démolit enfin les cabanes à lapins de Pierre de Bouthéon, chanoine de Vienne et s'empare de leurs occupants. L'histoire ne dit pas ce qu'il advint par la suite de Damas, qui fut vraisemblablement cité en justice pour rendre compte de ses forfaits, mais en tous cas nous pouvons constater que dans son enquête, l'abbé Guillaume recherche et s'adresse à des témoins « *idoneos et legitimos* », dont les principaux sont l'archiprêtre de l'Arbresle, son vicaire « *et multi alii* ». En l'occurrence, le magistrat enquêteur est le représentant de l'archevêque de Lyon, qui agit en vertu de son droit de suzeraineté sur l'Arbresle et les témoins cités sont les plus qualifiés pour donner des renseignements précis ou impartiaux au délégué chargé de faire son rapport.

L'examen de ces quelques situations ne permet pas de déduire des principes rigoureux pour en faire un cadre type dans lequel entrent toutes les juridictions de la province. Si l'on veut avoir une idée plus précise de l'organisation du fonctionnement ou de la compétence de ces petits tribunaux, le mieux est de reprendre l'examen de chaque situation concrète pour essayer d'en dégager quelques idées générales.

Etienne de la Varenne et son voisin le prieur, après de nombreux heurts, finissent par se mettre d'accord devant l'archevêque de Lyon (1).

Othemar Ricols, en difficulté avec le prieur de Saint-Sauveur-en-Rue, au sujet des moulins de Givret, transige

(1) Savigny, n° 905.

devant trois juges assistés de quelques autres chevaliers; leur accord est ensuite transcrit (1).

Humbert de Bouthéon et la prieure de Jourcey ont recours à des juges plus considérables puisque le chancelier de Forez préside les débats ; il est vrai que cette période marque un affermissement de la juridiction comtale, deux assesseurs importants sont à ses côtés, un clerc tient la plume; dans le cas présent la preuve est vite administrée, puisque le défendeur reconnaît les prétentions de son adversaire, enfin les débats sont oraux (2).

Ponce de Saint-Paul, de Saint-Rambert, conteste également les redevances qui lui sont réclamées ; il y a alors assignation devant l'archevêque de Lyon, qui se déplace à la Fouillouse, citation des témoins qui sont tous favorables au demandeur, d'où condamnation du défendeur, qui acquiesce.

L'enquête, menée par Guillaume de Savigny, fournit un autre exemple de déplacement occasionnel d'un magistrat devant éclaircir une affaire avant qu'un jugement soit rendu ; situation un peu différente, mais pouvant amener aux mêmes conclusions (3).

Il y a là une organisation très simple, basée sur les nécessités du moment, souvent même pas d'organisation du tout, et des magistrats pris toujours dans des milieux offrant les meilleures garanties de moralité et d'impartialité.

Ils sont, en fait, nommés par leurs voisins, leur intégrité personnelle les désigne automatiquement. Quand les plai-

(1) Saint-Sauveur-en-Rue, p. 13.

(2) C. F., n° 15.

(3) C. F., n° 22.

deurs sont d'importance, le rang des juges s'accroît en général ; il n'y a là d'ailleurs, aucune pratique qui puisse blesser l'égalité des plaideurs, c'est une sorte de jugement par les pairs intéressés.

Le fonctionnement du tribunal forézien, antérieur au XIII^e siècle est, comme on peut le voir, extrêmement simple (1) : citation à jour dit, fréquemment en outre les plaideurs fournissent des cautions destinées à garantir l'exécution du jugement, c'est une pratique qui tendra à s'employer toujours davantage. Chaque partie expose ses griefs, les débats sont oraux, publics et contradictoires, les témoins défilent, c'est une des parties capitales de la procédure, ainsi qu'en témoignent ces quelques exemples, ils se réfèrent le plus souvent à la coutume ou à ce qu'ils ont vu, puis le jugement est rendu.

Quelquefois il y a enquête ou supplément d'enquête, mais mais cela reste l'exception, d'ordinaire le jugement est rendu aussitôt. Si la preuve par témoins joue un grand rôle, ce n'est pas tout, plus il y aura de témoins au prononcé du jugement, mieux cela vaudra, mais la consignation écrite est encore préférable et souvent pratiquée simultanément.

La compétence découle d'ordinaire de la mouvance, on va se faire juger devant le suzerain de qui on dépend, mais là encore que d'exceptions (2), surtout pour les petits litiges ; il est vrai que le plus qualifié pour juger se trouve souvent être le suzerain, d'où par la force des choses tout rentre dans l'ordre normal. Cette diversité de juridictions sera même une des causes qui facilitera au Comte de Forez l'extension de

(1) Voir Savigny, n^{os} 841, 844, 905, 906.

(2) Le Régime féodal et la propriété paysanne, p. 224.

ses pouvoirs judiciaires (1). Ayant épuisé successivement la compétence des tribunaux locaux, les plaideurs seront amenés à chercher un arbitre supérieur pour les départager ; ce sera tout naturellement le Comte de Forez avec ses juges de Montbrison.

(1) Refus d'un droit féodal en 1324, p. 11, et le Régime féodal et la propriété paysanne, p. 230.

Deuxième Partie

CHAPITRE PREMIER

L'APPARITION DES CLERCS

I. — LES CAUSES EXTÉRIEURES

La période de l'histoire forézienne antérieure au XIII^e siècle montre, on l'a vu, peu de contrats ou du moins de contrats simples visant des donations, des échanges, des accommodements, mais ayant toujours un objet facile à définir. A côté, peu ou pas de spécialistes pour rédiger les actes, sauf les moines des abbayes et quelques clercs ; des sanctions, mi-civiles, mi-religieuses, parfois spirituelles, parfois uniquement temporelles et enfin des juges désignés « *intuitu personæ* », telles sont les caractéristiques dominantes des pratiques juridiques foréziennes.

Cet état embryonnaire d'un formalisme juridique ne devait pas tarder à se transformer sous l'influence de causes diverses (1), les unes politiques, les autres sociales. Du XII^e au XIII^e siècle, le Forez se modifie considérablement, il prend corps, son contour politique se dessine plus nettement en.

(1) Histoire du Forez, Antoine, p. 57.

raison de l'opposition des intérêts qui vont mettre en présence le Comte de Forez et l'église de Lyon (1).

On pourrait, sur un plan moins étendu, rapprocher cette situation de celle de Grégoire VII luttant contre la puissance de l'Empire. L'archevêque sera combattu par le Comte pour un but particulier et des raisons personnelles, mais ce conflit d'intérêt dépeindra toujours l'enchevêtrement du pouvoir civil et religieux d'alors.

Au cours de ses difficultés avec son voisin, l'archevêque aura recours au Saint Père, qui menacera de ses foudres ce rival gênant; menace qui sera même suivie d'exécution.

A l'intérieur du pays, le travail d'élaboration n'est pas moins considérable, les collectivités locales se développent, la propriété se caractérise davantage, les individus élargissent leur cercle (2).

Les conséquences politiques en sont importantes, le lien des hommages s'étend, et du côté social une nouvelle catégorie d'individus trouve des débouchés à son activité dans la carrière juridique.

Jusqu'au XII^e siècle, le Comte de Forez n'a pas de situation politique nettement déterminée; est-il de beaucoup le plus puissant de sa province? Ce n'est pas certain, il jouit surtout d'un état de fait que personne ne songe à lui contester. Le comté n'a pas de limites géographiques très précises (3). Du côté du matin, il s'étend loin vers le Rhône, c'est le Forez Viennois, au-delà, quelques enclaves s'étendent encore dans les plaines de l'Ain. Du côté du soir, la chaîne des monts de la Madeleine le sépare plus nettement de

(1) Feurs, par Guichard, p. 109 et 110.

(2) Histoire du Forez, par Antoine, p. 50 et 61.

(3) Feurs, par Guichard, p. 112 et suiv.

l'Auvergne, sauf une échappée par les vallées du Lignon et de la Durolle, vers Thiers, les routes qui passent sous la citadelle de Cervières, le col de Saint-Thomas, la Croix du Sud. Au nord, la démarcation naturelle est moins précise, elle longe le Bourbonnais, la Bourgogne, le Maconnais en passant par : Chatelus, Montaiguët, Chenay, Noailly, pour redescendre après sur Mably et Roanne. Ce sont approximativement les derniers villages du Comté (1).

Au Midi, les monts du Vivaray et du Velay de la Chalmazelle à la Chamba, forment une limite plus nette (2), mais qui motivera quelques contestations avec l'évêque du Puy.

En fait, c'est surtout du côté du Lyonnais que le Comte de Forez eut à agir. N'ayant longtemps eu à compter effectivement avec personne, ses droits de suzeraineté n'étant pas contestés, il voit d'un mauvais œil la puissance de l'archevêque de Lyon qui s'accroît sans cesse. Se considérant comme le maître du Lyonnais, il scelle ses parchemins en tant que Comte de Lyon et de Forez (3).

Aux abords de l'an 1000, l'archevêque s'estime seigneur temporel du Lyonnais et bat monnaie. Arthaud II ayant quelques démêlés avec lui, fait en représailles plusieurs incursions dans les terres relevant de l'église de Lyon. Une légère période d'accalmie suit, les hostilités reprennent avec Arthaud IV. Elles atteignent une telle violence qu'Arthaud en est excommunié par le Pape Grégoire VII, mais cette sanction ne donne pas de solution au conflit (4).

Bientôt les difficultés se multiplient au sujet des ressortissants de chacun des deux souverains, qui habitent dans

(1) Voir dans les Chartres du Forez, la carte, p. 78.

(2) Feurs, p. 109.

(3) C. F., n° 18.

(4) Feurs, p. 110.

des enclaves englobées dans les possessions adverses. Ces frictions deviennent si fréquentes et si nombreuses, qu'au cours de l'année 1173, Guy II et Guichard, archevêque de Lyon, décident d'y mettre fin par un traité qui délimite leurs possessions respectives (1). Ils abandonnent ces principales enclaves, éternelles sources de conflit, neutralisent certaines zones et prennent comme frontière la ligne de crêtes qui va de Villechenève à Rochetaillé, frontière correspondant sensiblement à la limite actuelle des départements du Rhône et de la Loire (2).

Ce fut une sérieuse atteinte aux prérogatives du Comte de Forez qui jusque là n'avait pas eu à subir de voisin nettement plus puissant que les autres.

Il est vrai que dès 1167, il avait eu maille à partir avec l'église de Lyon, mais c'était principalement au sujet de l'exercice de la justice et jusque-là aucune concession aussi importante n'avait été faite.

Quelques heurts se produiront également avec les seigneurs de Beaujeu (3), ils se termineront en 1214 grâce à un traité conclu sous l'arbitrage de l'évêque de Clermont et de Guy de Dampierre. Cette date marque la fin des principales difficultés extérieures ; à l'intérieur elles sont minimes, mais plusieurs fois renouvelées par la maison de Couzan (4).

Le souci de Guy sera dès lors d'avoir plus en main sa province, d'assurer son autorité, d'étendre son administration sur un pays plus nettement délimité. Mettant ces principes en pratique, il organise, et développe sa Cour de Montbrison et crée le juge de Forez.

(1) Traité de 1173, par Vincent Durand, et A. N. P., 1400, 1, cote 845.

(2) Feurs, p. 111.

(3) Feurs, p. 112.

(4) Feurs, p. 116, 145, 177.

Ce ne sera pas toujours chose aisée en raison des conflits de compétence qui se produiront parfois avec l'official de Lyon et le doyen de Montbrison, tous deux jaloux de défendre le ressort de leur juridiction respective (1).

Amené par la force des choses à gouverner de plus près une région moins étendue, le Comte de Forez tend à faire sentir davantage son autorité sur ses ressortissants ; aussi, de 1173 à 1240, l'administration comtale se perfectionne considérablement.

À côté du Comte apparaît le Bailli de Forez qui le seconde dans ses fonctions, c'est le complément de l'autre poste important qu'occupe le juge de Forez (2). Toutes ces créations sont des moyens qui convergent vers ce but unique, encore faut-il les compléter par le jeu des hommages destinés de proche en proche à établir la hiérarchie des terres et des personnes. Loin d'admettre ici les théories des juristes royaux de la monarchie absolue présentant les inféodations comme une concession du roi et descendant de haut en bas, on peut voir ici les hommages se former de bas en haut (3) et le Comte de Forez acheter à beaux deniers comptants les hommages de plusieurs seigneurs du voisinage ou leur consentir quelque autre avantage pour les obtenir.

En l'année 1190, Guichard Charbonnel donne son château de Cusieu au Comte Guy, qui le lui rend aussitôt en fief lige et concède aux enfants de ce dernier tous les biens que leur père tenait déjà de lui ; l'acte est scellé à Marclopt, par Hugues, abbé de la Bénisson-Dieu et par le Comte de Forez (4).

(1) C. F., n° 196.

(2) Histoire des Ducs de Bourbon. T. III, p. 254.

(3) Refus d'un droit féodal en 1324, p. 10.

(4) C. F., n° 12.

Quelques années plus tard, Renaud Damas, seigneur de Couzan, lui prête hommage sous certaines réserves pour son château de Couzan, une des plus importantes places fortes du Forez (1).

En août 1228, Guy donne à Guichard d'Oingt tout ce qu'il peut posséder à Saint-Marcel sur Tarare, en retour, Guichard lui promet fidélité (2).

Continuant la même politique au mois d'avril 1230, il reçoit l'hommage de Baro de Fesc, bourgeois de Montbrison, ceux des chevaliers Bertrand Lambert et Guillaume, son frère, qui tous trois lui ont fait hommage de diverses terres (3). En retour, Guy concède plusieurs privilèges et avantages aux hommes habitant la grange de Goincet, domaine appartenant à Baro de Fesc.

Trois ans plus tard, Jocerand, gros seigneur de Brancion, reprend son alleu de Perrecy, un fief lige du Comte et s'engage à ne pas séparer ce fief de la seigneurie de Brancion (4).

Mêmes constatations sont possibles à Néronde : « Nous, Guy, Comte de Forez, confirmons la donation faite à Guillaume du Verdier, « *domicellius* » d'une terre située près de Néronde, entre la maison de René de Néronde, le chemin qui part derrière le chœur de l'église de Néronde pour aller vers la maison Boisvair, puis le chemin qui passe sous le donjon, pour aller devant la maison de Jean de Salvaing (nous l'autorisons) à y élever un pressoir et à y bâtir, à condition qu'il nous en fasse hommage à perpétuité (5).

(1) C. F., n° 45, voir ann. n° 50.

(2) C. F., n° 47.

(3) C. F., n° 51.

(4) C. F., n° 55.

(5) C. F., 170 (année 1274).

Si Guy tend à transformer les alleux en fiefs, ce n'est pas tant, comme on pourrait le croire, dans un but purement fiscal pour se procurer des ressources plus considérables grâce à la multiplicité des fiefs relevant directement de lui et entraînant par voie de conséquence le paiement de taxes à chaque mutation.

En Forez, le retrait féodal est inusité (1), la saisie des fruits rarement pratiquée, il n'y a pour ainsi dire que des droits de mutation très réduits. Le seul profit est le droit de franc fief dû par les roturiers acquéreurs de fiefs (2). Il serait effectivement étrange qu'aucun acte, qu'aucun hommage ne parle du retrait féodal s'il avait été usité. En fait, le Comte de Forez pousse ses vassaux aux inféodations pour s'assurer un effectif militaire suffisant. Ayant besoin de troupes mieux organisées en vue d'assurer sa défense extérieure, il recrute des gentilhommes disponibles ou les remplaçants des roturiers tenant fief. Recrutement qui s'effectue d'autant mieux que pratiquement les propriétaires de fiefs gardant un domaine direct très réduit ont abandonné le domaine utile de leur seigneurie aux cultivateurs contre une rente fixe rendue chaque jour plus minime par le simple recul du temps (3).

Se trouvant fréquemment démunis de ressources, ils acceptent d'autant plus facilement cette transaction quelle satisfait leurs besoins immédiats et matériels en même temps qu'elle correspond à leurs habitudes traditionnelles.

(1) Voir (A. L.), B. 2.124 et Refus d'un droit féodal en 1324, p. 8, par le Comte de Neufbourg.

(2) Refus d'un droit féodal en 1324, p. 8 et 9.

(3) Idem, n° 9 et 10.

II. — LES CAUSES INTÉRIEURES

Ces causes de transformation ne sont d'ailleurs pas les seules ; à l'intérieur du Comté, le régime de la propriété évolue et l'état des communes se modifie.

Longtemps la co-propriété familiale, qu'on la désigne sous le nom de société taisible ou de société de pot-au-feu semble avoir été surtout pratiquée, seulement peu à peu ; ses avantages sont oubliés, seuls ses inconvénients subsistent.

Les membres d'une même famille qui s'étaient groupés (1) pour assurer une meilleure exploitation de leur bien, un travail mieux réparti, deviennent trop nombreux pour que la terre de leurs parents puissent les nourrir à leur tour. Leurs enfants sentent surtout les servitudes de cette situation ; ce qui était un motif d'union devient une source de conflits. Il faut sauvegarder de multiples droits en présence, parfois partager l'héritage, presque toujours chacun cherchera à gagner son pain de son côté en cultivant pour son propre compte un petit domaine individuel ; c'est ce qui explique, dès une époque fort ancienne, la multiplicité des petites propriétés dans la montagne forézienne. Il suffit d'une combe, d'une goutte abritée pour avoir un pré frais, et d'un versant de colline bien exposé pour avoir un champ suffisant, ce sera un domaine particulièrement favorable à la petite culture, une grande propriété serait d'un rendement trop médiocre dans ces terrains accidentés, aussi ne la trouvera-t-on, en général, que dans la plaine (2).

La situation se complique encore pour peu qu'il s'agisse d'une seigneurie devant fournir un effectif militaire ou ayant droit de justice haute ou basse (3).

(1) Le Régime féodal et la propriété paysanne, p. 74 et suiv.

(2) Le Régime féodal et la propriété paysanne, p. 19.

(3) Bulletin de la Diana, Tome XXI, fascicule n° 3.

Qui remplira les obligations militaires, qui assurera le recrutement et le traitement du juge ou du prévôt ? Considérations toujours importantes au décès d'un titulaire laissant des fils, mais dont le poids est plus grand encore s'il n'a que des filles.

De multiples droits sont en présence, il faudra les sauvegarder, seul un homme versé dans le métier des lois pourra le faire. Le « *complexum feudale* » avec tous les liens d'homages qui en résultent ne fera qu'augmenter lorsqu'on se trouvera en présence d'une terre à caractère de fief par le haut et de censive par le bas, situation fréquente en Forez (1), où l'on distingue souvent mal le domaine direct du domaine utile. Là encore, il faudra assurer toutes les garanties voulues en cas de mutation de propriété. Pour le faire, ce ne sera pas toujours chose aisée. De juristes spécialisés, il y en a bien peu, ce sera donc la plupart du temps un des plus instruits du village, le curé peut être ; plus souvent un moine de l'abbaye voisine, mais en tous cas un clerc. Ce sera l'origine d'une nouvelle profession favorisée par l'état social du moment (2).

Les abords du XIII^e siècle en Forez sont marqués par le développement de la culture et de l'industrie, le bien-être se répand peu à peu, les individus tendent à circuler plus, se groupent volontiers autour de certains châteaux importants, comme celui de Montbrison (3) ou de Saint-Germain-Laval (4), formant ainsi de véritables villes.

Ces deux centres importants ne sont pas les seuls à se développer, les autres villes, telles que Saint-Bonnet-le-Châ-

(1) Le Régime féodal et la propriété paysanne, p. 102.

(2) Histoire du Forez, Antoine, p. 50.

(3) V. Charte de franchises. A.N. P. 1402 (3), c. 1446, (année 1223).

(4) V. Charte de franchises, A.N. P. 1402 (2), c. 928 (année 1248).

teau (1), Crozet (2), Villerest (3), Saint-Haon (4), Sury-le-Comtal (5), Bonsom (6), Saint-Rambert (6), Chamblès (6), Saint-Cyprien (6), Saint-Just (6), ont leurs chartes de franchises, à l'instar de Montbrison et de Saint-Germain-Laval.

Ces chartes ne fixaient pas uniquement les droits civils des bourgeois ou les institutions pénales, mais elles confirment aussi les coutumes locales en précisant les droits et les devoirs des bourgeois vis-à-vis du Comte, constituant ainsi l'administration intérieure des villes. Il est possible que l'émancipation des villes importantes du Midi, telles que Montpellier, Béziers, Nîmes aient au cours du XII^e siècle une influence notable en Forez, mais cette province en ressent surtout les effets à la fin du XII^e siècle et au début du XIII^e.

On a souvent dit qu'en Forez comme ailleurs, les princes cédèrent à la force des choses et à la menace des insurrections en accordant privilèges et franchises aux habitants de leurs cités.

En Forez, du moins, cette opinion ne saurait être admise qu'avec les plus extrêmes réserves. Ce n'est pas parce que toutes ces chartes contiennent la promesse solennelle de ne pas lever d'impôts arbitraires qu'il faille conclure à la contrainte comme motif déterminant de la décision du comte. La coutume fournit une explication beaucoup plus simple

(1) Hist. des Ducs de Bourbon et des Comtes de Forez, T. III, p. 71. (année 1223 et confirmation 1270).

(2) Inventaire des titres du Comté de Forez, par Chaverondier, T. II, p. 560, (année 1236).

(3) Histoire des Ducs de Bourbon et des Comtes de Forez, T. III. Preuves p. 69 (année 1253).

(4) Bibliothèque de la Diana, à Montbrison (fond de Saint-Haon).

(5) Histoire des Ducs de Bourbon et des Comtes de Forez, T. III, preuves p. 74 (année 1277).

(6) Histoire des Ducs de Bourbon et des Comtes de Forez, T. III, preuves p. 82 suiv. (année 1291), (confirmation).

et plus rationnelle. Mettant à part le fait que toutes les déclarations à caractère politique contiennent une dose variable d'affirmations de principes, on voit toutes ces chartes porter confirmation des coutumes locales et consacrer un état de fait depuis longtemps établi en réglementant ce qui pouvait seulement prêter matière à contestation.

Ces villes jouissaient même d'une administration municipale assez bien organisée. En général, les membres du corps de ville répondaient au nom usuel de consuls, par contre, à Montbrison, on les nommait les six, ailleurs, les cosses.

Dans la plupart des villes franches, le comte autorisait les habitants à élire de quatre à six consuls, mais sur une liste présentée par lui ou son chatelain. Une fois élus, les consuls devaient prêter, entre ses mains, le serment de fidélité et jurer de ne rien faire qui puisse aller à l'encontre de ses intérêts (1).

Ils devaient établir les statuts et règlements municipaux destinés à l'administration intérieure de la ville, mais en les soumettant à l'approbation du Comte ou de son représentant.

Ces règlements, assez semblables pour toutes les localités, intéressaient les droits de la cité, l'entretien de ses murailles, la sécurité des voyageurs, la tenue des marchés.

D'autres mesures de détail organisaient le service de voirie ou la perception des impôts. En cas de levée de contribution extraordinaire sur les habitants, l'autorisation du Comte était nécessaire.

La charte de Saint-Germain-Laval, dans ses nombreux articles, précise que ni la communauté ni aucun habitant ne

(1) Charte de Saint-Haon-le-Chatel.

pourra élever un édifice fortifié à l'intérieur de la ville sans l'autorisation du Comte.

Ce dernier, par contre, pouvait construire les mêmes ouvrages, mais suivant certaines règles. S'il était nécessaire d'exproprier un terrain pour y bâtir une tour ou un rempart, une indemnité convenable était payée à l'exproprié. L'éventualité d'un agrandissement était également prévue : « Si la ville prend un accroissement tel qu'on ne puisse loger tous les nouveaux arrivants, ceux qui ont vignes ou jardins dans le périmètre ci-après... seront tenus de les vendre selon arbitrage des prud'hommes, dans le cas où il n'y aurait pas d'autres terrains à vendre ».

Percevant des impôts, les consuls devaient en rendre compte, d'abord devant la communauté, puis ensuite devant la Chambre des Comptes de Montbrison. La police municipale était également de leur ressort, mais réduite aux affaires peu importantes, ce qui relevait de la haute justice était toujours réservé à la juridiction comtale. Il y avait déjà, somme toute, une sorte de tutelle administrative assez étendue.

Cette même charte stipule enfin que les bourgeois de la ville s'engagent à ne pas entendre de causes judiciaires, à ne pas recevoir de plaintes « *nec clamores audiat, nec causas recipiant* ». Ils ne peuvent s'entremettre qu'à titre de personnes privées et non comme consuls si la cause intéresse un des leurs. — On voit que cette charte très détaillée pourrait encore à l'heure actuelle servir de règlement à beaucoup de petites localités (1).

(1) Voir le détail de cette charte qui réglemente jusqu'à certaines professions soumises à l'autorité du Roi des Ribauds.

CHAPITRE II

LA PLACE PRISE PAR LES CLERCS

Le lien féodal avait créé une hiérarchie étroite des terres et des personnes ; le formalisme juridique croissant eut une influence d'un autre ordre en donnant fréquemment la pré-séance aux clercs sur les « *Domicelli* ». Le scribe ainsi prenait une autorité croissante en raison directe de la complexité du contrat qu'il rédigeait (1).

Avant le XIII^e siècle ou même de 900 à 1100, il y a peu de contrats en Forez, ou du moins sont-ils assez simples, les intéressés sont seuls, assistés cependant parfois d'un clerc, tenant la plume, et de témoins ; les écrits se compliquent, le spécialiste sait se rendre nécessaire jusqu'à devenir indispensable. Le contrat revêt alors une forme type. Le rédacteur y gagne une considération particulière et ce qui n'est jamais négligeable, des honoraires en rapport ; le voilà dans les meilleures conditions pour franchir successivement plusieurs degrés de l'échelle sociale (2).

Le simple témoignage des faits le montre mieux encore.

(1) Le Régime féodal et la propriété paysanne, p. 225.

(2) La Compagnie des secrétaires du Roi. Robin. Thèse, Paris 1933.

En 1230, Baro de Fesc, bourgeois de Montbrison, échange le Cros la Vou la Combe contre tout ce que possédait Bertrand Lambert dans les seigneuries de Naconne, Goincet et Jullien, il en fait hommage au Comte de Forez, qui signe lui-même l'acte de reconnaissance : « *Nos vero ad petitionem utriusque partis presentem cartam sigillo nostro munitam dedimus in tesimonium veritatis* » (1).

En février 1251, Guy de Forez authentifie l'hommage fait à la prieure et au couvent de Sainte-Marie-de-Lignieu, par Albert de Couzan, chevalier ; Ponce, clerc, et Girard, *domicellus*. Après les clauses finales des « *promittentes* et des *renunciantes* », Guy écrit : « *in cujus rei testimonium iadrequisionem et preces supradictorum fratrum presentibus litteris sigilum nostrum duximus apponendum* » (2).

Le même sceau comtal se retrouve en mai 1258, au bas de la convention par laquelle Guy loue à Pierre Voyrer, contre trente livres viennoises d'investitions et 27 setiers seigle de rente, les moulins et le four de Saint-Marcellin, pour en jouir à titre de concessionnaire exclusif, Guy ne se réservant que la seigneurie (3).

L'année suivante, Jarenton, prieur de Montverdun, achète, pour son monastère, tout ce que Pierre Guyn « *domicellus* », possède au lieu de Jaumar, dans la paroisse de Marcoux. Nous ne trouvons plus sur cet achat le scel de Guy, mais celui d'Arbert de la Forest « *gerens vicis* » du Comte de Forez, c'est un signe manifeste de l'évolution qui se produit (4).

En novembre 1259, Robert de Celles, « *domicellus* »,

(1) C. F., n° 51.

(2) C. F., n° 88.

(3) C. F., n° 103.

(4) C. F., n° 106.

et sa femme, vendent à Pierre Chalmazel, prêtre de Bonlieu, l'alleu d'un courtil tenu par Jean Boer, à Grand-Ris, paroisse de Saint-Didier, dans le mandement de Rochefort. Arbert de la Forest signe encore en qualité de vice-gérant (1).

Septembre 1260 voit la conservation d'un alleu en censive par Brun-Massot, d'Arthun, au profit de l'abbaye de Bonlieu, représentée par son abbesse.

Il est, bien entendu, inutile d'ajouter que la conversion est faite moyennant finances. Arbert, toujours « *gerens vices* », appose cette fois, cette qualité de « *sigillum forensis curiæ* » (2). A cette date, la chancellerie du Forez semble donc définitivement organisée.

Deux textes légèrement postérieurs conduisent aux mêmes remarques (3). Guillaume de Montverdun, chanoine de Montbrison, en septembre 1271, constate la réunion d'un domaine direct au domaine utile au profit du couvent de Bonlieu (4). Deux années passent encore, une mutation s'est produite à la Cour de Montbrison, Guillaume de Montverdun a été remplacé par Jacques de Charelle.

La création du juge de Forez n'empêche pas pour cela le Comte de Forez de signer certains actes, mais il se réserve pour les plus importants. C'est ainsi que le sceau au dauphin d'or se retrouve au bas de la donation faite par Guy à Guillaume du Verdier « *domicellus* » quand il lui concède un terrain à Néronde, en lui permettant d'y élever un pressoir et d'y bâtir à charge d'hommage (5).

Cette pièce est d'avril 1274. Six mois plus tard, en octobre, le même Jacques de Charelle appose le sceau de la Cour

(1) C. F., n° 108.

(2) C. F., n° 109.

(3) C. F., n° 110, 130.

(4) C. F., n° 157.

(5) C. F., n° 170.

de Forez sur un « *vidimus* » de la donation faite en juin 1268, par feu Renard, Comte de Forez et seigneur de Beaujeu, à son fauconnier Gilet (1).

La technique juridique, on le voit, n'est pas très avancée à cette époque, sauf à Montbrison, ville capitale, favorisant le développement d'une petite basoche autour du tribunal comtal.

Dans les villages, les clercs remplissent cet office, leur importance ne fera que s'accroître.

Le clerc ne se destine pas nécessairement à l'état ecclésiastique, mais il a l'avantage de posséder quelques connaissances générales qui lui faciliteront la rédaction d'actes qui devront avoir une valeur authentique. En outre, il sait un peu de latin, chose dont il n'est pas question pour ses voisins, de là à délaisser l'habit religieux, il n'y a qu'un pas, qui sera vite franchi pour beaucoup, quand leur vocation n'est pas très déterminée ou si la possibilité d'un débouché plus lucratif s'offre à leur activité (2).

Longtemps il y aura des clercs spécialisés dans une carrière notariale, ils arrivaient ainsi à une honnête aisance, marchepied indispensable pour acquérir un fief et ensuite s'intégrer peu à peu à la noblesse. Il faut, en effet, se souvenir que tout bourgeois peut acquérir un fief s'il en a les moyens ; noblesse et seigneurie sont deux qualités essentiellement distinctes mais nullement incompatibles, aussi ne manquent-ils pas de roturiers à la tête de seigneuries importantes.

Si l'ascension n'a pas lieu en une génération, elle n'est cependant pas longue. Le professeur ès lois qui acquiert fief (3), doit bien le service militaire, mais malgré tout, il

(1) C. F., n° 174. V. aussi 141.

(2) Histoire des Ducs de Bourbon, A. de la Mure, T., III, p. 252, 293.

(3) Le régime féodal et la propriété paysanne, p. 100.

se sent plus en sûreté à sa table de travail qu'en selle sur des routes lointaines pour aller au devant d'un lendemain toujours risqué et parfois incertain. Ces deux nécessités opposées ne sont pas, malgré tout incompatibles. Rien ne s'oppose, après tout, à ce qu'il achète un remplaçant, le plus souvent, son fils sera tout indiqué pour occuper cet emploi, plus jeune, il ne craint pas une vie active, quant au danger, il fait partie des risques du métier. — Avec le temps, au lieu de le faire à titre de remplaçant, il le fera à titre personnel, pour finalement rester dans la carrière des armes (1). C'est l'histoire de nombreuses familles foréziennes, parties de peu pour arriver aux premières charges de baillage. Places réduites, postes enviés, mais nécessairement occupés par une élite que si elle est ambitieuse, n'est pas non plus dépourvue d'intelligence et de capacités.

Un regard d'ensemble sur les années voisines montre le chemin parcouru. Les juges et les clercs sont nombreux ; il suffit de citer les noms de ceux qui ont occupé la charge de juge du Forez ou de ceux qui sont simplement qualifiés clercs. — Parmi les juges : Arbert de la Forest, dénommé aussi vice-gérant ; Guillaume Roux, également vice-gérant ; Jean de Charrelle, Pierre de Coligny, Hysmidion Radulphe, Henri d'Essertines, Guillaume de Viry. Parmi les autres clercs : Pierre d'Eschelon, clerc juré ; Pierre de Rivoire, N, de Cusieux, Etienne de Montgirand, sacriste de Saint-Paul de Lyon, également juge de Forez ; Mathieu Bonas, notaire juré de la Cour du Puy, en Velay ; Barthélemy Flory, clerc et notaire royal ; Pierre de Bonlieu, clerc juré de l'Official de Lyon ; Jean Vignal et O. Brunel, tous deux clercs jurés (2).

(1) Voir Archives de la Loire, B.2126, B. 2190 et suiv.

(2) Voir Chartes du Forez, Tables des noms.

*
**

L'importance croissante des charges de chancellerie de judicature ou même notariales permit ainsi rapidement à beaucoup de familles modestes, entrées peu à peu dans la basoche, de s'élever jusqu'à la noblesse (1).

Dans le Dauphiné (2), l'office de notaire était considérable et pouvait être exercé par des personnes nobles. Au début du XVIII^e siècle, il est vrai, la profession fut considérée comme dérogeante, mais c'est une preuve qu'elle ne le fut pas auparavant.

En Forez, ce mode d'accession aux classes supérieures est nettement pratiqué (3). Le jeune clerc qui peut percer, arrive à avoir une charge assez importante pour le distinguer. Avec ses ressources, il achète un terre, en général, un fief quelconque, d'autres suivront. Il ne faut toujours pas oublier que noblesse et seigneurie sont deux choses essentiellement distinctes, mais nullement incompatibles ; il y a quantité de seigneurs non nobles ; voilà l'échelon à demi franchi.

Le service du fief est assuré, soit par un remplaçant, soit, le plus souvent, par le fils de l'intéressé. Ensuite, quelquefois un titre, mais le plus souvent, l'état de fait et l'usurpation de qualité (4) consacrent la situation ; l'opération se trouve ainsi terminée.

*
**

L'histoire des Boisvair en est un exemple typique.

(1) Le Régime féodal et la propriété paysanne, p. 28, 66, 92, 110, 111, 116.

(2) Histoire du Dauphiné, par Chorier.

(3) Voir Chartes du Forez, Tables aux mots Boissonelle, Puy, du Verdier.

(4) Le Régime féodal et la propriété paysanne, p. 81 et suivantes. La Noblesse française subsistante, p. 9 et 10, par le Baron de Wœlmont.

Pouilly-les-Feurs fut le berceau de la famille.

Riches propriétaires de la plaine, ils se reconnaissent, en 1294, comme justiciables et taillables du Comte de Forez (1). Bien qu' « hommes levants et couchants », ils ont déjà une situation notable, puisque malgré leur qualité de roturier, ils tiennent Boisvair en franc fief (2) du Comte de Forez et lui font hommage de diverses rentes nobles.

Les Boisvair étant entreprenants et travailleurs, Mathieu de Boisvair devient professeur ès lois en 1308 (3). En 1311, il fait hommage d'une grange à Pélussieux ; la fortune devançant légèrement la notoriété, il achète de nouvelles terres, acquiert quelques fiefs, puis construit le château de Pélussieux (4). La différence mérite d'être signalée ; il y a déjà un écart appréciable au point de vue social entre le propriétaire d'une grange entendue dans le sens de petite ferme et le titulaire d'une maison forte, même modeste. Son autorité étant admise sans conteste, il est nommé juge de Forez à la Cour de Montbrison. (Un de ses descendants, Pierre de Boisvair remplira la même charge en 1341). Le même Mathieu est ensuite exécuteur testamentaire du Comte Jean I^{er}.

Dans ses dernières volontés du 16 août 1324, le Comte de Forez choisit d'abord l'église Notre-Dame de Montbrison comme lieu de sa sépulture et après des codicilles divers, désigne nommément pour accomplir ses dispositions testamentaires : son fils, les seigneurs de Chalençon, la

(1) Archives Nationales. P. 1401, p. 1059, 1062, 1009.

(2) En Forez, franc fief semble signifier « *rectum, honoratum* » et non pas fief acquis par un roturier. Voir le cartulaire des Francs fiefs du Forez et la Table des Chartes du Forez. Des gentilshommes considérables tiennent en franc fief.

(3) A. N. P. 490, p. 17, 19, 90, 92, 97.

(4) A. L. B. 1412.

Roue, Couzan, maître Gérard de Saint-Romain et Mathieu de Boisvair, jurispérites (1).

C'est toujours à ce Mathieu de Boisvair que Jean I^{er} a recours pour faire estimer et expertiser le préjudice causé à la commanderie de l'ordre de Malte de Montbrison, lorsqu'il fait son étang de Messilieu, à Prétieux : « nous avons fait estimer dommages causé par nos chers Mathieu de Boisvair et Girard de Saint-Romain », porte l'acte du 24 juillet 1322 (2).

Son fils Jean hérite de ces biens dans son hommage fait en 1347, il exempte les fiefs qu'il tient d'autres seigneurs ou qu'il possède en alleux. C'est à ce moment un personnage considérable, il est toujours seigneur de Pélussieux (3).

La grange, comme il se devait, s'étant transformée en maison forte, l'état descriptif des hommages suivants portera désormais : ses maisons de Pélussieux avec les fossés qui les entourent, « *cum fossatis circa extantibus* » (4). En principe, n'importe qui ne peut pas posséder ou construire une maison forte. On a d'ailleurs beaucoup discuté sur la façon de faire tourner ses girouettes, ou le droit de chacun de créneler ses murs ou de mettre des culs de lampe aux quatre coins de sa maison. Souvent on a exagéré, mais il n'en reste pas moins qu'en théorie, ne peut pas le faire qui veut (3), ou en fait ; il faut avoir une situation nettement acquise.

D'après les règlements des feudistes, cette faculté n'est jamais contestée à ceux qui, à leur qualité de seigneur, joignent celle de baron, capitaine, chatelain, duc ou comte ;

(1) Archives de la Loire, B. 1412 (liasse).

(2) Bulletin de la Diana, Tome XXIII, pages 390 et 409.

(3) A. N. P. 491, p. 470.

(4) Le Régime féodal et la Propriété paysanne, p. 121.

(5) Observations sur l'état des Tribunaux de Forez, par Sonyer du Lac.

ils peuvent munir et fortifier leurs châteaux de défenses accessoires diverses, les flanquer de tours, de leur propre autorité.

C'est la une marque de féodalité et de juridiction que les seigneurs ont grand intérêt à ne pas laisser usurper par leurs vassaux, sinon ils s'exposent à voir diminuer leur propre autorité au profit de l'usurpateur (1), car dans la suite ce dernier ne manquera pas d'invoquer la présomption du droit à la juridiction qui existe en faveur du possesseur d'un château, « *qui habet castrum presumitur habere jurisdictionem* » (2). Mais que d'exceptions à ce principe si l'on considère inversement le nombre de maisons fortes sans justice (3).

De ce droit des seigneurs justiciers découle comme conséquence qu'il n'est pas possible au vassal de construire une forteresse sans l'autorisation et au préjudice de son suzerain, à fortiori, si ce droit était contesté au titulaire d'un fief, d'une rente noble tenue en fief, il était bien plus dénié encore au tenancier d'une censive (4).

Les Boisvair n'auront que plus de mérite à avoir réussi à transforer ainsi leur domaine en raison de conditions et de circonstances défavorables. La prescription en droit ne pouvait même pas jouer, et il existe des exemples de maisons fortes bâties par un vassal, sans autorisation, qui ont eu leurs fossés comblés après une possession d'état de plus de quatre-vingt ans (5). En retour, il faut aussi reconnaître que nombreux sont les novateurs hardis qui ont gardé leurs nouvelles constructions. Ces règles seront détaillées plus tard

(1) Observation sur l'état des Tribunaux du Forez, p. 229.

(2) Observation sur l'état des Tribunaux du Forez, p. 232.

(3) Le Régime féodal et la Propriété paysanne, p. 229.

(4) Observation sur l'état des Tribunaux du Forez, p. 234.

(5) Observations sur l'état des Tribunaux du Forez, p. 233.

avec précision, par Guy Coquille, dans son « *Commentaire de la coutume du Nivernais* » ; il déclara qu'un fief est réputé noble quand il a justice et maison forte avec fossés ou autres signes de noblesse et d'ancienneté ; que tous ceux qui sont dépourvus de ces marques sont réputés roturiers et le vassal qui fait construire « par nouveauté », colombiers, cul-de-lampe ou créneaux, s'expose à les voir abattre. Ce qui n'empêchera d'ailleurs pas la pratique d'être en contradiction fréquente avec les règlements administratifs.

Au moment où les Boisvair commençaient à prendre de l'importance, ces règles, on ne saurait trop le répéter, étaient loin d'être strictement appliquées, mais pour réussir, encore fallait-il trouver la manière, même à cette époque.

En tous cas, seul le fait important à retenir est certain, c'est la transformation par les Boisvair de leur grange en maison forte, château d'une certaine importance, qui, à la suite d'une affaire criminelle, perdit son droit de justice après l'avoir possédé longtemps (1).

En 1363, l'évolution est presque achevée, au lieu d'un *professor legum*, l'hommage est fait par un chevalier, Jean de Boisvair « *miles* » (2).

Les Boisvair garderont dès ce moment un rang toujours en vue dans le Forez, l'un sera même admis dans l'entourage de la Duchesse Anne Dauphine (3).

Anne Dauphine résida longtemps en Forez dès 1381. Le château de Cleppé parut sa résidence préférée. S'occupant activement de l'administration intérieure du comté, la nomination ou le remplacement des magistrats comme celui des autres officiers publics ne l'empêchait pas de mener une vie de Cour brillante. Elle s'était entourée des membres

(1) Le Régime féodal et la Propriété paysanne, p. 116.

(2) Histoire des Ducs de Bourbon, par La Mare, Tome III., p. 226.

(3) Feurs, p. 208.

de plusieurs familles des plus considérables de la province, comme les Château-Moraud, les Lavieu, les Urfé ; parmi eux nous retrouvons encore un Guillaume de Boisvair, prieur du Rosier et Antoine de Boisvair, qualifié sire de Pélusieux (1).

L'aisance des Boisvair était solidement établie au ^{xv}^e siècle, au moment où la ville de Feurs se développe, ils ont, en plus de leurs anciennes propriétés, une résidence dans le quartier de la Boaterie, habité alors par la meilleure société (2).

Le ^{xvi}^e et le ^{xvii}^e siècles laisseront apparaître de nouvelles familles à Feurs, alors que d'autres s'éteignent, mais les Boisvair sont toujours comptés parmi les gentilshommes. A cette époque, ils se continuent par les femmes dans les Dubost de Boisvair. Le nom de Boisvair apparaît encore dans une autre circonstance, en 1793, mais cette fois plus tragique. Il reste un prêtre du nom qui disparaît, où du moins dont on perd la trace dans la tourmente révolutionnaire. Un arrêté de Javogues, représentant du Comité de Salut Public, prescrit la saisie des biens de plusieurs familles de la région, dont ceux des dames de Boisvair, probablement les dernières de cette famille (3). Il faut cependant noter un fait curieux, on ne voit aucun représentant des Boisvair mentionné en 1788 comme comparant aux assemblées de la noblesse de Forez ou du Lyonnais. La famille, à cette époque doit être éteinte en ligne masculine, car il est peu probable que s'ils n'ont pas comparu, ils n'aient pas été convoqués à Montbrison ou à Lyon (4).

(1) Feurs, p. 208.

(2) Feurs, p. 228.

(3) Feurs, p. 413.

(4) Assemblée de la Noblesse du Baillage de Forez en 1789, par le Comte H. de Jouvencel. — Assemblée de la noblesse de la sénéchaussée de Lyon en 1789, par le comte H. de Jouvencel.

C'est ainsi qu'après un début modeste et une ascension brillante se ferme le livre de la vie des Boisvair.

Des remarques analogues et une ascension identique peuvent se constater chez les Bossonnelle (1), du Verney (2), Vernon (3), ou même dans les familles actuellement représentées.

Cette évolution qui semble négligeable après un examen superficiel, se révèle pleine de conséquences après ample réflexion. Il est normal, d'ailleurs, que cette transformation n'ait pas été remarquée, elle a fait peu de bruit, il n'y avait guère de raisons que l'on parla d'elle. Modelée selon les circonstances, elle a su varier au caprice des besoins, c'est peut-être là une des meilleures raisons de son succès. Souple, l'action de la basoche a pu s'adapter plus facilement et répondre aux nécessités immédiates de la pratique, mais ceci est peu ; le point capital réside dans la formation de ces nouvelles classes sociales et surtout dans leur stabilité.

Les révolutions ou les guerres qui se sont succédé au cours de l'histoire ont bien amené à la tête du pouvoir politique au premier rang de la vie économique ou sociale des familles nouvelles, des individus jusqu'alors sans passé.

Combien seulement subsistent actuellement. Combien ont disparu sans lendemain. Le trait particulier de cette évolution forezienne est, au contraire la continuité qui a marqué les familles de laboureurs ou de petits clercs à l'origine, puis, dans la suite, gens de robe ou d'épée.

Il est d'ailleurs probable que cette transformation ne s'est pas seulement produite en Forez. On pourrait la retrouver ailleurs, mais là elle est essentiellement tangible et se prête

(1) C. F., n^{os} 140, 143, 162, 165, 240, 252.

(2) C. F., n^{os} 111, 180, 207, 218, 249, 263.

(3) C^o. F., 258.

à une vérification aisée. La raison de cette durée est simple, ces familles avaient déjà de fortes attaches avec la terre. En s'élevant au lieu de couper ces racines, elles n'ont fait que les développer en même temps qu'elle les étendaient. La propriété étant un élément de stabilité, jurispérites, professeurs ès-lois, docteurs ès-lois, puis chevaliers, ont acquis fiefs, censives ou rentes sur les terres de la région. Tantôt domaine direct, tantôt domaine utile, qu'ils exploitaient eux-mêmes, ou par l'intermédiaire d'hommes de journée ou de fermiers, mais toujours en se maintenant en rapport étroit avec la propriété terrienne. S'il est vrai qu'à l'époque, d'autres placements eussent pu être difficiles; on faisait peu cas des meubles et il n'était pas question de valeurs mobilières; il n'est pas sans intérêt de constater que ce sont surtout les familles enracinées profondément dans le sol régional qui ont assuré leur stabilité sociale en même temps qu'elles procuraient une armature solide à leur province en lui fournissant ses cadres judiciaires, administratifs et militaires.

Postérieurement au XV^e, au XVI^e et même au XVII^e siècle, la plupart des familles agrégées à la noblesse sont sorties du labour par le notariat, les charges de finances du baillage et les parlements de province (1). Arrivés à ce stade, elles fournissent toutes des hommes d'épée qui leur permettent de jouir véritablement de leur situation nobiliaire.

(1) Voir la statistique publiée en tête de l'ouvrage : « La Noblesse Française subsistante », par le Baron de Woëlmont, Tome I, p. 9 et suiv.

CHAPITRE III

LES NOUVELLES FORMULES APPORTÉES PAR LES CLERCS

Ces nombreuses manifestations de l'activité des clercs, illustrée par la basoche de Montbrison en général et par les Boisvair en particulier, permet d'apprécier exactement le rôle qu'ils ont joué peu à peu. Leur influence, pour ainsi dire nulle ou réduite à rien à l'origine, s'est développée insensiblement mais sûrement, pour finalement devenir prépondérante. L'homme de loi, le jurispérite, docteur ès-lois, professeur ès-lois, tabellion, le praticien en un mot, n'existe pas au XI^e siècle, il apparaît entre le XII^e et le XIII^e, mène une existence modeste, se montre souvent nécessaire jusqu'à se rendre indispensable, pour finir par prendre souvent le pas sur les plus grands seigneurs et jouer le principal rôle dans la rédaction des actes juridiques.

La raison en apparaît clairement, si l'on compare les actes qui se sont développés au cours du XIII^e siècle. Les actes d'hommage du début du XIII^e siècle ne comportent aucune clause accessoire, parce qu'il s'agit d'un acte souple et connu du droit féodal sur lequel les parties n'hésitent pas et s'en réfèrent à la coutume ; au contraire, à la même époque, dans des ventes, apparaissent des formules développées ; c'est

qu'ici augmente l'influence des spécialistes auxquels on a recours dans l'espoir de se mieux garantir contre les difficultés futures.

Quelques actes provenant de la chancellerie de Forez en fournissent une preuve tangible.

C'est ainsi que dans leur hommage au Comte de Forez, en 1230, Baro de Fesc, Bertrand, Lambert et Guillaume, bourgeois de Montbrison, jurent simplement sur les saints évangiles, d'observer leur convention en paix. Guy, à la demande de chacun des intéressés, appose lui-même son sceau sur la charte, en témoignage de vérité « *in testimonium veritatis* » (1).

Dans son hommage au Comte de Forez, Jocerand Gros, seigneur de Brancion, rédige et signe personnellement son acte d'aveu (2). Il en est de même pour Falcon Verd, qui promet jurable et rendable sa maison de Fauris, moyennant quoi son suzerain augmente de vingt sous la rente perçue à son profit à Savigneu (3).

Lors d'une vente par Baro de Bosco à Baro de Fesc de quelques droits à percevoir dans les environs de Montbrison, Baro de Bosco renonce, suivant une formule déjà connue « *exceptioni non numeratæ et non habitæ pecunie, doli in factum, conditioni sine causa, et omni auxilio et beneficio juris canonici et civilis et consuetudinarii sibi comptenti vel competituro in posterum in hoc facto et promittens juramento super sancta Dei evangelia prestito se per se vel per alium contra huius modi venditionem traditionem aliquatenus de cetero non venturum, et dictum Baronem de Fesco et ejus heredes sive successores in jure defendere si quis forte eos.*

(1) C. F., 51, Chancellerie du Forez.

(2) C. F. 55, Chancellerie du Forez.

(3) C. F. 79, Chancellerie du Forez, 1230.

super predicta re vel super predictis rebus venditis presumet in causam trahere vel aliquatenus molestare ». Pour terminer, le vendeur fournit une caution, fait approuver la vente par ses fils et sa femme qui renonce au privilège conféré par sa dot.

En février 1251, Guy publie qu'Albert de Couzan, chevalier ; Ponce, clerc, et Girard, « *domicellus* », ses frères, ont hommagé à l'église Sainte-Marie-de-Leignieu, à la prieure et au couvent de cet endroit, la dîme qu'ils lèvent d'ancienneté dans la paroisse de Trélins.

Après avoir touché les saints évangiles, les trois frères promettent qu'ils ne reviendront pas sur leur décision ; que par hasard, si quelqu'un fait des difficultés ou cause des ennuis à l'église, à la prieure ou au couvent, ils s'y opposeront en défendant leurs ayant-droits en justice. Ils affirment sous le même serment, que tout ceci est fait de plein gré, spontanément, sans aucune pression, en pleine connaissance de cause, en raison de l'utilité évidente que présente pour eux cet hommage. En retour, ils reconnaissent que la prieure leur a versé, devant Guy, vingt-cinq livres viennoises, dont ils se déclarent satisfaits.

Toujours sous le même serment, ils renoncent à se prévaloir des exceptions pouvant être basées sur le non versement du prix, sur le dol, la minorité, la stipulation sans cause et sur tout droit civil ou canonique écrit ou coutumier qui leur appartient actuellement ou qui pourrait leur appartenir dans la suite...

L'acte est authentiqué par le sceau du Comte Guy, mais on sent déjà une influence nettement marquée dans les clauses finales qui émanent à coup sûr d'un juriste.

Après avoir hommagé (1) une partie de sa seigneurie à

(1) C. F. n° 98, Chapitre de Montbrison, 1256.

Guy V, Guillaume de Montmorlhon ajoute... : « *Si vero super predictis rebus a dicto comite in feudum contingeret ipsum comitem ab aliquo molistari vel feudum ab eo evenci, voluit et concessit dictus Guillelmus quod supradictus comes teneret ad manum suam antiquum feudum quod superius est expressum, donec super dampnis, expensis et interesse esset eidem comiti plenariæ satisfactum* ».

L'acte se termine par « *Nos vero supradicti, abbas, decanus et capitulum ad instantiam partium sigilla nostra apposimus huic cartæ, et nos sepedictus Guillemmus sigillum nostrum similiter apposuimus in testimonium rei geste* ».

Dans un domaine juridique voisin, en mai 1258, Guy accense à Pierre Voyrer pour vingt-sept setiers seigle de rente et contre trente livres viennoises d'investitions, les moulins et le four de Saint-Marcellin (1), avec privilège exclusif et droit de vente, ne se réservant que la seigneurie. Pour garantir, cet abnevis, il renonce « *in hoc facto omni exceptioni, doli in factum et exceptioni non numerate pecunie et non habite, minoris census et exceptioni quod cum maiori utilitate alii confere potuissent et illi iuri quod dicit generalem renunciationem non valere et omni auxilio iuris canonici et civilis. Promittentes dictum Petrum et suos super predictis molendinis et furno deffendere et auctorizare in iudicio et extra contra quemlibet impetentem; concedendo eidem Petro et suis heredibus, obligandi, dandi, vendendi, quibuscumque voluerit personnis a iure non prohibitis, salvo iure nostro plenariam facultatem.*

In cuius rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum ».

Ces quelques lignes montrent l'emprise juridique indéniable

(1) C. F. 103, Chancellerie du Forez.

qui s'est établie en Forez à cette époque; l'influence d'une basoche en formation, se précise. C'est le moment où le Comte de Forez s'efforce de rapprocher de lui ses arrières vassaux par les officiers de sa petite Cour de Montbrison; qu'ils résident en la capitale du Forez, ou qu'ils soient détachés dans les baillages pour administrer ou rendre la justice.

Quand Jarenton, prieur de Montverdun, achète au nom de ce prieuré tout ce que Pierre Guyn « *domicillus* », possède au lieu de Jaumer, dans la paroisse de Marceux; c'est Arbert de la Forest, « *gerens vices* » du Comte qui constate la vente et scelle le parchemin (1).

Une énumération détaillée des biens cédés suit. Pierre Guyn prononce le « *promittens* », déjà de style, sa femme, propriétaire dotale d'une partie des biens aliénés, fait les renonciations d'usage, reçoit divers dédommagements, puis renonce à recourir au bénéfice du sénatus-consulte Veileien.

Dans les années qui suivent immédiatement, le travail de la Chancellerie de Montbrison s'est accru, Arbert de la Forest, toujours en fonctions, signe et expédie les actes en qualité de « *gerens vices* ».

Il constate parmi plusieurs autres, la vente d'un courtil à Grand-Ris (2), dans le mandement de Rochefort, par Robert de Celles « *domicellus* », à Pierre Chalmazel, prêtre de Bonlieu; la conversion d'un alleu en censive à Arthur (3); la vente de cinq pièces de terre avoisinant le hameau de Fauris à l'abesse de Bonlieu et plusieurs autres opérations de moindre importance.

(1) C. F. 106., Chancellerie du Forez, 1259.

(2) C. F. 108, Chancellerie du Forez, 1259.

(3) C. F. 109, Chancellerie du Forez, 1260.

Le contrat passé entre Robert de Celles et Pierre Chalmazel contient un luxe de *promettens* et de *renuncians* que l'on était peu habitué à trouver jusqu'alors.

Robert de Celles promet naturellement d'observer et de respecter le contrat dans toutes ses clauses, de prendre les frais d'une instance judiciaire à sa charge si elle devient nécessaire, en un mot « *prestaremus omnia que in causa evictionis debent fieri et prestari* ». Il renonce ensuite à toutes les exceptions qu'il lui serait loisible d'invoquer, puis ce qui est plus sûr, il fournit deux cautions ; Hugues de Vernet et Jarenton, ces deux derniers prêtent à leur tour serment sur les évangiles, se portent garants de la bonne exécution du contrat et pour finir, renonçant « *in hoc facto ex certa scientia et per sacramentum beneficio epistole divi Adriani* ».

L'acte n'est pas scellé du cachet d'Arbert de la Forest, mais du « *sigillum Forensis Curie* ».

La conversion d'un alleu en censive, faite moyennant finances à Arthun par Brun Massot, en 1260, fait apparaître des engagements à peu près analogues souscrits par Massot et ses cautions ; ils renoncent en plus « *utroque beneficio epistole divi Adriani, rei minori precio vel minus dimidia justii precii vendite subsidio* », et pour être sûrs de ne rien oublier « *generaliter omni juri canonico et civili* ».

On voit que les rédacteurs commencent à vivre sur de solides précédents destinés à servir de passe partout appliqués aux nécessités de la vie courante. Formules quelquefois modifiées, souvent allongées par des répétitions, mais pour ainsi dire jamais raccourcies. De création purement prétorienne, elles se placeront à la base de la technique notariale.

Au cours du mois de juin 1268, Renaud, Comte de Forez, fait don à Gilet, son fauconnier, d'un moulin situé à

Bussy (1), donation qui sera d'ailleurs modifiée par la suite. Gilet renonce en connaissance de cause et de bonne foi « *omni actioni et exceptioni dictarum donationis et cessionis non factarum, dictorum serviciorum et obsequiorum non habitorum et non impensorum et pecunie ex causa predicta non habite et non recepte, doli metus et in factum, conditioni sine causa juri immensas donations reprobanti, juri dicenti donationem ultra quingentos aureos excedentem absque insinuatione non valere* ».

Le *vidimus* de cet acte est simplement signé Jean de Charrelle, juge de Forez au mois d'octobre 1274.

Il se termine, cela va de soi, par le *promittens* et le *renuncians*, que l'on trouve maintenant partout. Mais il est surtout curieux par la foule des droits que Renaud semble conférer à Gilet. Tels que cens, rentes, charrois, corvées, plaintes, tasches, pour ne citer que les principaux. Seulement le paragraphe se termine par une petite restriction qui, à première vue, semble bien inoffensive; Renaud cède ces droits « tels qu'il avait l'habitude de les percevoir », ou mieux, autant qu'il pouvait les percevoir », en un mot, c'est dire clairement que l'énumération est loin de correspondre à une réalité substantielle (2).

Il est permis de penser que dans cette rédaction le scribe s'est complu à allonger de magnifiques clauses de style qui n'ont peut être pas eu une grande utilité pratique pour les contractants en présence, mais qui au moins ont pu justifier de sérieux honoraires.

Le terrain sur lequel se développe l'action des clercs est fertile, aussi le font-ils rendre au maximum.

(1) C. F. 141, Chancellerie du Forez.

(2) V. Refus d'un Droit féodal en 1324.

Le chevalier Arthaud de Sury (1), pressé d'argent par des usuriers, est contrain de vendre au Couvent de Bonlieu la dîme de la paroisse de Marcoux pour désintéresser ses créanciers. Il s'exécute, promet et renonce, fournit en outre deux garants qui prennent les mêmes engagements que lui. Quatre ans après, sa situation n'étant sans doute pas devenue meilleure, il vend encore au couvent de Bonlieu divers droits et cens sur des terres tenus par lui en alleu, sises près de Saint-Germain-Laval (2).

Dans sa mauvaise fortune, il lui reste un vestige de chance, car, répondant sur tous ses biens présents et à venir, avec sa femme et Guillaume de Barges, ils ne s'engagent que par un seul *promettens* et *renuncians*. Or, il n'en est pas toujours ainsi ; fréquemment il arrive que l'engagement détaillé soit répété pour chacun des signataires. Cette méthode peut sembler plus claire à priori, chacun connaissant exactement ce à quoi il s'oblige, hélas il n'en est rien, car si l'homme de loi s'ébat avec souplesse dans la casuistique latine, le pauvre Forézien, chevalier, bourgeois ou homme du peuple, qui parle son patois local, n'y voit goutte mais constate surtout que cela lui coûte fort cher.

Pour se convaincre de l'inexpérience du bourgeois comme du gentilhomme vis-à-vis du robin, il suffit de se reporter au consentement donné par Guy de Forez à la donation du château de Miribel faite par Dauphine, dame de Saint-Bonnet-le-Château, à Sibille de Baugé, à l'occasion du mariage de celle-ci avec Amédée de Savoie, seigneur de Baugé (3).

(1) C. F. 153, Chancellerie du Forez, 1269.

(2) C. F. 167, Chancellerie du Forez, 1273.

(3) C. F. 181. Officialité de Lyon, 1275.

Le contrat n'ayant pas été passé à Montbrison, mais insinué sur les registres de l'officialité de Lyon, Guy VI commence ainsi : « Nous Guy, comte de Forez, faisons savoir à tous ceux qui liront les présentes lettres que noble dame Dauphine, dame de Saint-Bonnet-le-Château, nous a présenté certaines lettres revêtues du sceau de l'Officialité de Lyon et de son scel particulier. Nous les avons vues avec leurs cachets, intacts, et les avons soigneusement examinées « *et de verbo ad verbum per linguam maternam nobis exponi et legi fecimus* »; elles n'étaient ni cancellées, ni annulées sans ratures ni interpellations dont la teneur est la suivante ».

Vient alors la convention faite par Dauphine de Saint-Bonnet au sujet du château de Miribel, convention très complète qui se termine par la renonciation de Dauphine sous la foi du serment à invoquer le dol, la crainte, l'erreur, le calcul; toutes les causes d'ingratiude « *juri dicenti mulieribus in iure vel facto errantibus succurendum... et omnibus per quem vel quod posset dicta donatio in toto vel in parte revocari seu etiam infirmari*. »

Comme le château de Miribel et son mandement relèvent du comté de Forez, Dauphine demande au suzerain de vouloir bien recevoir l'hommage d'Amédée de Savoie pour le fief qui échoit à son épouse, mais dont Amédée doit assumer le service. Guy accepte, reçoit la foi de son nouveau vassal et pour montrer qu'il a soigneusement pesé les termes de la convention, fait ajouter à nouveau, par son secrétaire, « *auditis et intellectis, etc...* ».

Enfin, comme le contrat est d'importance, il le revêt de son sceau.

Ceci est clair, Guy répète bien à deux reprises, au début et à la fin de l'acte qu'on lui a lu, le texte tout entier, mais en le lui traduisant dans sa langue maternelle et non en

latin. Que lui disent ces grimoires de notaires ? rien, sinon qu'il faut s'en méfier. A fortiori, que penser du bon paysan qui parle et qui pense en son patois local ? L'homme de la plaine a beau passer pour plus civilisé que celui de la montagne, en l'occurrence, ils sont logés tous les deux à la même enseigne. Le langage usuel n'est pas celui des hommes de loi, ces derniers sont munis d'un dialecte mystérieux, grâce auquel ils gagnent de l'importance aux yeux du commun des mortels, ils sauront d'ailleurs tirer de cette supériorité des avantages considérables. Il est vrai qu'à l'heure actuelle la situation n'est peut-être pas tellement différente, mais ceci est un autre aspect de la question.

Guy n'est pas le seul à demander qu'on lui explique les causes d'un contrat « dans sa langue maternelle ». On en trouve d'autres exemples.

A l'instar de beaucoup de ses vassaux, plus riches de droits seigneuriaux que d'écus en son escarcelle, et l'on sait ce que valaient la plupart de ces droits, il est peu au courant des usages notariaux. Dans la nécessité de rembourser à Guillaume et Hugonet, fils et héritiers de Hugues Michaille, le reliquat d'un prêt de deux mille quatre cent livres viennoises consenti par ce dernier à ses propres parents, Rainaud et Isabelle de Forez, on pourrait être tenté de croire que Guy VI, juge et partie dans sa propre cause, va essayer de se dérober autant qu'il le peut aux conséquences de l'engagement souscrits par ses prédécesseurs. Il n'en est rien (1). Il effectue sa reconnaissance de dette devant l'official de l'église de Lyon et c'est sans doute Michaille qui exige un juge étranger aux parties pour avoir quelqu'un au-dessus de lui et du comte (à un échelon inférieur le juge comtal se su-

(1) C. F. n° 200, Officialité de Lyon, 1277.

perpose peu à peu au juge seigneurial en s'imisçant entre les parties, jusqu'au moment où le juge royal se sera rendu nécessaire comme arbitre suprême, c'est un des nouveaux exemples de la création de la féodalité de bas en haut et non de haut en bas, comme on l'a dit souvent). Guy promet « de rendre et de payer sur l'engagement de tous ses biens, meubles et immeubles, présents et à venir ». Ceci n'est encore rien, après un seul avertissement de payer resté sans effet, Guy s'expose à se voir excommunié et sa terre frappée d'interdit jusqu'à ce qu'il ait donné entière satisfaction. A l'heure actuelle, un commandement ne serait pas libellé en termes plus énergiques.

On a accusé les siècles passés d'avoir créé trop de privilèges ; en tous cas, voici un suzerain et non des moindres qui se lie aussi strictement que ne le ferait le dernier de ses sujets.

Cet exemple d'engagement du suzerain n'est pas le seul, d'autres sont non moins typiques.

La plaine du Forez, marécageuse dans certaines parties, fournit une base excellente pour l'aménagement d'étangs. En 1233, Guy IV ayant décidé de créer quelques étangs à l'est du mont d'Uzore, légèrement au nord de Saint-Paul d'Uzore et de Mornand. Ce sont les pièces d'eau actuellement dénommées étangs du Roi. Pour cela, il avait inondé quelques terres comprises dans cette zone, après avoir indemnisé les propriétaires, les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, au moyen d'échanges divers.

Un siècle plus tard, l'aménagement de l'étang de Mes-silieu à Prétieux, destiné à compléter cet ensemble, amènera Jean I^{er} à rédiger une convention analogue.

Poursuivant les aménagements amorcés par ses prédécesseurs, Jean I^{er}, le 24 juillet 1322, fait rédiger un contrat

pour régler les indemnités à payer lors de la construction de son étang neuf de Messilieu à Prétieux (1). Comme il inonde plusieurs fonds sur lesquels la commanderie de l'ordre de Malte, située à Montbrison, percevait cens, quarts et dîmes, il cède à Arthaud de Saint-Romain, commandeur de Montbrison, après estimation du préjudice causé, la moitié de la grande dîme qu'il percevait à Saint-Martin-l'Estra, Haute-Rivoire et Saint-Barthélémy-l'Estra.

Voulant sans doute bien se faire comprendre, le clerc répète quatre fois en quelques lignes « *super certis possessionibus quas occupavit dictum stagnum* » et ce n'est qu'un exemple entre mille.

Le criterium qui semble présider à la rédaction de ces écrits revêt parfois un caractère particulier, pour ne pas dire fantaisiste : il est déterminé souvent par la taille du parchemin. Si le scribe a devant lui une grande feuille, il ne peut pas résister au désir de la remplir de sa calligraphie, quitte à répéter les mêmes formules plusieurs fois de suite (2).

Dans la suite, Jean I^{er} fit pêcher ces étangs par Jean d'Ysore, dit Jeannin, qui résidait sur les lieux, sa rémunération consistait principalement dans la jouissance d'une terre située entre deux étangs, et probablement en un supplément payé en argent.

Estimant sans doute qu'il n'était pas assez payé, il passe avec Jean I^{er} une convention enregistrée à la sénéchaussée de Lyon.

Cette fois, il reçoit pour son travail antérieur dix-huit livres viennois. Il s'engage à pêcher tous les étangs du comte ; lui-même ou avec ses aides chaque fois que cela sera nécessaire

(1) Bulletin de la Diana, Tome XXIII, p. 490 et suiv.

(2) Giry, Diplomatique, II, p. 500.

en fournissant ses propres filets et son matériel. En retour, il reçoit chaque année, à la Saint-Martin, six livres viennois et une robe de panne identique à celle dont sont vêtus les valets de la chambre de Jean I^{er}. Pour les étangs d'Uzore, Jeannin nourrira le personnel puisqu'il est sur place ; pour les autres qui sont plus éloignés, Jean I^{er} assurera la subsistance de Jeannin et de ses domestiques les jours de pêche.

Payant dès lors en argent, Jean I^{er} reprend la terre située entre les étangs que Jeannin tenait auparavant à cens. Dans l'hypothèse où il changerait d'avis, il peut l'abeniviser (1) à nouveau, mais Jeannin, à prix égal aura un droit de préférence sur les autres candidats locataires.

Pour sceller leur engagement, Jeannin et le Comte promettent sous le serment par le même acte, d'observer réciproquement, de bonne foi, sous la garantie de leurs biens (2), le contrat général, et chacune de ses clauses en particulier, de l'observer perpétuellement, de n'y revenir sur aucun point, de ne rien consentir à qui que ce soit contre son exécution.

Ils renoncent également tous les deux en connaissance de cause, toujours de bonne foi, à toute action ou exception pouvant découler de l'inobservation des clauses précitées, à invoquer le dol ou la crainte (dans la rédaction du contrat), à la condition sans cause à toute erreur, lésion, manœuvre dolosive, demande ou action judiciaire, à tout droit civil ou canonique et au droit précisant que les renonciations générales n'ont pas de valeur.

Comme on le voit, ce contrat est identique pour les deux parties : engagements réciproques de la part du propriétaire

(1) Equivaut à l'abandon de l'usufruit d'un bien sous certaines conditions, sorte de location conférant des droits étendus au locataire.

(2) Voir plus loin, chap. IV.

et de son chef de pêche, obligations corrélatives sanctionnées de la même manière en droit, sinon en fait.

Il est en effet probable que « la garantie de tous ses biens » n'était pas la même pour Jeannin que pour Jean I^{er}. Jeannin cependant devait offrir une certaine surface s'il avait été choisi comme régisseur des étangs. Il est vrai que pour l'un comme pour l'autre, un recours éventuel eut été déjà sérieusement étayé par l'enregistrement du contrat à la sénéchaussée de Lyon. Ceci fait, deux clercs témoins de la convention y apposent le scel Royal de Lyon.

La capitale du Forez, comme celle du Lyonnais s'est peuplée de tout un monde de clercs et gens de robe. Le « *domicellus* », quand le service militaire ne l'appelle pas, dirige ses gens et cultive sa terre, tandis que le bourgeois fait prospérer son commerce, mais aucun des deux n'est très versé dans le droit. Seuls les jurispérites réellement à l'aise dans les détails de la pratique notariale, rédigent maints contrats pour des clients déjà nombreux.

Le plus souvent, les docteurs ès-lois adaptent le *promittens* et le *renuncians* aux divers contrats qu'ils ont à établir, promesse et renonciations visent alors plus spécialement la vente, la donation, l'inféodation, l'échange suivant qu'il s'agit de l'un ou de l'autre ; pour le reste les formules varient peu.

Cependant l'usage joue un plus grand rôle que des principes solidement établis.

D'ordinaire, le vendeur ou donataire promet d'une manière générale de ne pas s'opposer à l'exécution du contrat et renonce à tous les moyens de procédure qu'éventuellement il lui serait loisible d'invoquer pour revenir sur sa décision ; mais ceci est loin d'être absolu, parfois les textes ne sont pas d'une clarté extrême, il arrive que les deux parties s'engagent

récioproquement sous les mêmes serments, comme le firent Guy VI et les héritiers de Hugues Michaille, lorsqu'il reconnut à leur profit une dette contractée par ses parents.

Au milieu de cette formation un peu cahotique d'une technique notariale, la Chancellerie Forézienne ou plus exactement les « jurisperits » (1), professeurs ès-lois, docteurs ès-lois, montrent une préférence très marquée pour l'emploi d'un latin calqué sur le langage de l'époque et adapté aux besoins du moment, quelquefois même forgé pour les circonstances de la cause. Néanmoins, il ne faudrait pas en conclure que le français soit totalement exclu, on en trouve des exemples disséminés de droite et de gauche.

C'est ainsi que Guillaume, abbé de la Bénisson-Dieu, approuve le 23 mars 1279 la transaction passée entre son couvent et Jean, seigneur de Châteauvillain, Luzy et Semur-en-Brionnais, sur les droits de juridiction et de garde qu'ils se disputaient dans les paroisses de Briennon, Melay, la Noaille, Saint-Bonnet-de-Cray, Iguerande, Semur, Saint-Martin-la-Vallée, Saint-Julien, Saint-Foy, Briant, l'Hôpital-le-Mercier, Montceaux et généralement dans les limites de la baronnie de Semur (2). Il est vrai qu'ici nous sommes soumis à l'autorité du Roi par l'intermédiaire de son représentant le bailli de Macon et ce qui était vrai en Forez n'est plus exact ici.

L'abbé Guillaume termine ce règlement en disant : « *Et parce nos li diz abbes et li covenz, quar li devanz diz sires nos quitte et outroie cestes choses ; nos les devant dites choses agreon, volons et consentons par nos et par notres successors*

(1) Voir Savigny, 959, « *milites jurisperiti* ».

(2) C. F. 213. Baillage de Macon, actuellement cantons de Roanne, Marcignat, Charlieu, Semur-en-Brionnais, Paray-le-Monial.

et promettons en bone foi et en parole de vérité à garder par nos et par les notres perdubablement, et est assavoir que nos ne notre successor ne nos poons tenir es choses desus dites par autrui, ne réclamer fors par le devant dit segnor ou par ses oirs se il n'estoit par faute de droit ou par faus jugement, et par ce li devanz diz sires nos a promis qu'il ne noz demandera jamais en les devant dites choses rien fors ce qui est nommé desus.

« Et nos frères Guillaume humiles abbés de la Bénéïçon Deu et touz li covenz desus dit renonçons à totes les choses desus dites et au droit se nos li avions et à tote costume par lesquels li devanz diz sires ou li sien peusseint ou deusseint estre trait en cause et à totes choses qui nos porrient aider et lui noire arapeler les choses desus dites, et prometons en bonne foi et en parole de vérité par nos et par noires successeurs garder les devant dites choses et une chascune par soi senz corrompre perdurablement.

« Ou tésmoign de la quel chose, nos li devanz diz abbés de la Bénéïçon Deu et li covenz metons en ces présentes lettres notre scel dou quel nos uson ».

Le même jour, mais par acte séparé, Jean de Châteauvillain approuve cette transaction ; il utilise à très peu près la même promesse que l'abbé : *« Et par ce nous le devant dit sires avons promis en bonne foy au dit abbé et couvent que nous ne demanderons jamays en les devant dites choses rien fors ce qui est nommé dessus. Et nous li devant ditz sires renoçons à toutes les choses dites et au droit se nous li avions et à toute costume par les quelx il diz conuenz ou leurs successeurs peusent ou dehuissent estre trait en cause et à toutes les choses que nous porroient aider, et audit abbé et au couvent noize a rappeler les choses dessus dites. Et promettons en bonne foy por nous et por nostres successeurs garder*

les devant dites chouses et une chascune par ses sens corrompre perdurablement ».

La lecture de ce texte fait apparaître des différences dans la rédaction de l'ancien *Prometiens* et *Renoncians*, les termes ne sont assurément pas identiques, mais on sent quand même l'influence du formulaire usité dans les régions voisines.

On doit remarquer que les paroisses dont il s'agit sont à la limite nord du Forez, certaines mêmes relèvent plus directement du Brionnais ou mieux du Charollais, zone où il est difficile de déterminer absolument la part du droit romain, mais à coup sûr région où la coutume reprend nettement le pas sur le droit écrit ; c'est ce qui peut expliquer cette différence. Le droit écrit s'étendant au nord à cette époque, jusqu'à Saint-Martin-de-Châteaumorand, limite du Forez et du Bourbonnais.

Par contre, si on se reporte au *vidimus* (1) de cet accord dressé le 26 février 1380, par Girard Boisset, de Marcigny, tenant sceau royal de Mâcon et Clément de Paray, également de Marcigny, on les trouve revenus partiellement aux formules latines.

« *Datum per copiam.*

« *Nos Giraudus Boysetti de Marcigniaco, clericus tenentes sigillum commune domini nostri regis Francorum in Bailliwa Mastisconensis constitutum, notum facimus universis et singulis presentes litteras inspecturis, quod Clemens de Paredo de Cariloco clericus, notarius regis, vidit, legit, tenuit, et diligenter inspexit quasdam litteras sigille Johannis de Castrovillani domini Luziaci et Sinemuri in cera viridi sigillatas sanas et integras non cancellatus non arrasas non abolitas nec*

(1) C. F. 213. Baillage de Macon.

in aliqua sui parte viciatas ut prima facie apparebat, formam que sequitur continentes ». (Ici copie en français du texte mentionné).

Pour terminer : « *In cuius visionis seu collacionis testimonium cum nobis constet de permissis per fidelem relationem dicti notarii regi cui super hoc et alia maiorem fidem omnimodi adhibimus, sigillum curie regium predictum litteris presentibus duximus apponendum...*

« *Collocio seu visio sic de presenti transcripto ad originale per me notarium predictum, teste hoc signo meo* ».

Suit la signature.

Un échange effectué en mai 1281 entre le chevalier Jocerand de Communes et Geoffroy du Tronchy (1), également chevalier et aussi transcrit sans le secours du latin.

Jocerand échange ce qu'il tient de sa feuë femme, à Maille contre la seigneurie de Vilard, à Génélard.

Le texte de l'accord enregistré au baillage de Charolais n'a qu'une caractéristique commune avec les contrats similaires du Forez, c'est l'adjonction du serment sur les évangiles, la garantie promise par le vendeur et la renonciation générale à tous privilèges, actions ou exceptions.

On se sent dans une zone de transition des coutumes formant limite de provinces ; d'ailleurs le Tronchy, seigneurie frontière du Forez, sera disputée longtemps entre la Bourgogne et le Beaujolais.

Cette région, comme on l'a vu, n'est déjà plus du Forez, elle est soumise à la juridiction du bailli de Mâcon qui relève directement du Roi de France, par conséquent, ici les

(1) C. F. 220. Baillage de Charolais, le Tronchy, canton de Saint-Germain-du-Plain (Saône-et-Loire).

coutumes foréziennes ne s'appliquent plus. Un accord du 4 août 1298 montre bien cette démarcation.

Giraud Flotte, chevalier, bailli de Macon, probablement frère de Pierre Flotte, garde des Sceaux de Philippe-le-Bel, réclama un jour au prieur de Saint-Rambert trois individus que ce dernier avait fait arrêter les accusant d'avoir falsifié des doubles tournois de la monnaie royale. Giraud Flotte basait sa réquisition sur la coutume de France qui voulait que les faux-monnayeurs fussent remis au gens du Roi et jugés par les tribunaux royaux, quelque fut le lieu de leur arrestation.

Naturellement, le prieur refusa d'abord, invoquant son droit de juridiction sur Saint-Rambert. Finalement l'accord se fit, mais le bailli de Macon reconnut expressément que cette extradition ne préjudicierait en rien aux droits du prieur ou de ses successeurs (1).

C'est donc bien montrer que l'autorité royale ne pouvait en droit commun, s'exercer en Forez.

Le moule de ces paragraphes types ou fortement inspirés les uns des autres, se retrouve à chaque pas dans la région. Cet aperçu sur les limites du comté fournit une vue d'ensemble plus complète, mais en revenant aux cartulaires des monastères on peut faire les mêmes constatations, une emprise identique s'est exercée sur leurs rédacteurs.

En septembre 1226, dans la zone opposée de la province, Pierre de Senoil vend à Artaud, prieur de Saint-Sauveur-en-Rue (2) toute la terre et les droits qu'il avait dans les mandements de Montchal d'Argental et de Clavas, savoir :

(1) Cartulaire de Saint-Sauveur, p. 49.

(2) Voir C. F., Table à Giraud Flotte.

à la Frache, à la Clavelle, à la Chanelette, en Craix, moyennant la somme de trente livres du Puy.

Ayant reçu son argent, il déclare « *ex quibus, exceptioni non numeratæ pecunie renoncians, teneo me pro pagato et inde, per me et per meos te Artaudum et dictam Ecclesiam quitto. Si vero supradicta plus dicto valeant pretio illud totum quantumcumque sit, tibi dicto priori nomine dictæ ecclesiæ dono liberaliter, et concedo, exceptioni minoris pretii expresssiom renoncians, et illi legi specialiter quæ venditionem revocat in qua venditor ultra dimidiam justî pretii est deceptus. Promitto etiam tibi dicto priori quod si supradicta in totum vel in parte a te, vel successoribus tuis, evinceretur, vos servare et dictam ecclesiam indemnes. Et nihilominus tibi dicto priori stippulando promitto per me et meos istam venditionem firmam tenere et nullo tempore contra venire. Sic me Deus adjuvet et hanc sancta Dei evangelia quæ manu tango. Renoncians omni jure ecclesiastico et civili et omni alio beneficio vel auxilio mihi super hoc competenti vel competituro* ».

Somme toutes, Pierre de Senoil, bien que variant légèrement ses expressions, tient exactement le même langage que les autres, le clerc rédacteur de son contrat suit le même sillon que ses prédécesseurs, il faut avant tout garantir le prieur contre toute difficulté future ; la forme change tant soit peu, mais l'idée directrice reste constante.

CHAPITRE IV

UTILITE DE CES FORMULES

Ces précautions nombreuses, œuvre de juristes parfois intéressés, mais le plus souvent consciencieux, ont-elles eu un grand résultat pratique? Il serait trop absolu de l'affirmer, rien ne remplace la bonne foi. On aurait pourtant tort de n'envisager que cet aspect de la question, elle a, semble-t-il eu quand même une conséquence heureuse, celle de limiter autant que faire se pouvait, le nombre des contestations souvent probables et toujours possibles.

Comment alors expliquer la floraison de ces clauses si diverses pour ne pas dire superflues, où les textes venus de la législation romaine par les formulaires se combinent avec les usages de la pratique notariale, le tout étant destiné à amplifier le contrat pour lui donner plus de poids aux yeux du profane inexpert.

Une classification générale en a été faite (1) qui permet de trouver la gamme complète des clauses injonctives, prohibitives, déroгатives, réservatives, obligatives, renonciatives et comminatoires. On peut néanmoins envisager un autre mode

(1) Giry. *Traité de Diplomatique*, II, p. 554.

de discrimination plus schématique et comportant évidemment une certaine part d'arbitraire, mais pouvant donner un aperçu plus concret de la question. Il consiste à établir deux catégories distinctes. D'une part, celle des clauses justifiées par les nécessités de la pratique, d'autre part celle des formules sans portée réelle mais devenues de style à la suite de copies serviles basées sur des précédents établis eux-mêmes de façon fantaisiste, la compénétration réciproque des deux catégories étant réalisée par les juges chargés de régler les différends.

En Forez, paraissent être utilisées avec profit quelques clauses ayant trait aux mutations de propriété et aux contrats en général, ce sont : *l'exceptio minoris census, salvo servico et usagio*, ou *salva fidelitate* », les formules du serment et les formules engageant les héritiers, le *senatus consulte Vellein* et la loi Julia de *fundo dotali*, les exceptions résultant de la minorité, les ressources du droit canonique, la revision pour lésion de plus de moitié du prix la *conditio sine causa* et le bénéfice d'Adrien ».

Une zone intermédiaire pourrait être réservée suivant les actes aux causes d'ingratitude et à la transcription. — Puis enfin vient toute la théorie des clauses de style telles que : « *la restitutio in integram, la querela non numerate pecuniæ*, les exceptions *litteries cruce signatis, juri immensas donationes reprobanti, litis contestatio, petitio et oblatio libelli, constitutio de duobus reis* ».

La première catégorie commence avec « *l'exceptio minoris census* » (1) possible quand l'acquéreur d'un cens constate que les profits réels sont moindres que ceux qu'il avait escomptés. — Cette situation est fréquente en cas de vente, il

(1) Refus d'un droit féodal en 1324, p. 2.

est normal qu'un seigneur, cédant des droits sur ses ressortissants leur laisse une situation meilleure avant qu'ils ne passent sous une autre autorité. Pratiquement, le cédant transmet ses droits « selon qu'il a l'habitude de les percevoir », sans s'engager à autre chose et les tenanciers n'hésitent pas à refuser la rénovation du terrier si les frais leur paraissent élevés ; c'est ce que constate à ses dépens Girin de Piney, *domicellus*, en 1324 pour des droits échangés avec le Comte Jean.

Ailleurs, on trouve une autre formule, c'est le « *solva sibi et retento servico et usagio* » (1).

Une exception comparable intéresse à son tour les hommages, c'est ainsi que Renaud Damas, seigneur de Couzan, tient son château à la châtellenie de Couzan en ligeance du Comte Guy, dont il est l'homme lige, sauf fidélité à Jean de Chalon « *salva fidelitate* » (2).

La garantie de ces actes est en outre presque toujours sanctionnée par un serment ou par une promesse solennelle « *et promiserut juramento super santa Dei evangelia corporaliter prestitio* » (3).

Telle est la consécration d'une vente faite par Jean, Pierre, Guillaume et Mathieu, fils de Philippe Alverne, à Arnould, précepteur des hospitaliers de Montbrison. Cette mention, que le serment a été effectivement prêté (4) provient vraisemblablement du Code de Justinien (5) et se trouve pour ainsi dire dans tous les actes.

C'est ainsi qu'Humbert de la Tour, chevalier, et sa femme, Alais, cèdent à Pierre Olagnet, le courtil du Teil

(1) C. F. n° 69.

(2) C. F. n°s 45-55.

(3) C. F. 65.

(4) C. F. n° 67.

(5) L I, Ch. II, 28.

et quelques lopins de terre sis à Saint-Marcellin. Alais déclare « *ego vero Alaisa per juramentum a me prestitum* » (1).

La fréquence de cette prestation de serment s'explique aisément, elle avait, en effet, l'avantage de valider des actes nuls et d'obliger malgré la nullité du contrat, celui qui s'y livrait (2).

Les plaideurs en tiraient également un autre profit, car le serment donnait à l'autorité ecclésiastique une compétence concurrente à celle de l'autorité laïque, ce qui parfois entraînait de nombreux conflits entre les deux juridictions.

Le serment n'était pas fait sans formalité extérieure, il était presque toujours prononcé « sur les saints évangiles » ; Foulques, de Bouthéon, *domicellus*, moyennant 7 livres viennois, prend en franc fief d'Itier Raibe, 6 déments de seigle, 2 sols et 6 deniers forts lyonnais de cens sur le moulin de Pétra, entre Chazelle et Périgneu, et 3 setiers seigle et 7 sols 6 deniers de cens sur la villa du mas dans la paroisse d'Etivareilles. « *Asserens per juramentum super sancta Dei evangelia prestitum* » (3).

Pouvant aussi trouver leur justification, les formules qui engageaient les héritiers ; leur utilité s'est démontrée par elle-même dans le droit moderne qui en a conservé le principe et les applications : c'est l'engagement « *vel ejus successeurs* » (4) fait avec la garantie des biens meubles et immeubles « *obligans nos et heredes et successores nostros et omnia bona nostra mobilia et immobilia* » (5), obligation visant les biens présents et parfois les biens à venir.

(1) C. F. n° 82.

(2) Diplomatique II, 559.

(3) C. F. n° 104.

(4) C. F. n° 108.

(5) C. F. n° 116.

A son tour, le senatus consulte Velleien trouve sa place dans les chartes du Forez quand le contrat engage une femme (1) ; il est parfois complété par la loi Julia « *de fundo dotali* » ou par les différents « textes qui peuvent protéger les femmes ».

Là encore, l'emploi en était légitime, le privilège de dot ou l'hypothèque concouraient au même but : protéger la famille contre une mauvaise administration du mari ; ces deux moyens permettaient à la femme d'avoir un rang privilégié sur tous les biens de son mari pour garantir la restitution de sa dot.

C'est ainsi que Marguerite Ademar, approuvant une vente de son mari, renonce « *juri hypothecarum, dotis et sponsalitis et donationis propter nuptias* » (2).

Amphelise de Says, vendant divers cens avec son mari, renonce « *juri dicenti malieribus in jure vel in facto errantibus succurrendum* » (3). Clause de style qui, en pratique, dut se combiner avec les avantages du senatus consulte Velleien et de l'hypothèque.

Il est peu probable qu'aux abords du XIII^e siècle, ces sûretés étaient appliquées par les juristes du Forez avec une rigueur aussi stricte qu'à Rome ; elles ont du avoir principalement pour objet de renforcer les renonciations effectuées par des femmes ou même simplement de montrer à la femme qui s'engage, les conséquences de son geste, pour éviter qu'un changement d'humeur ne l'incite à défaire le lendemain ce qu'elle a fait la veille. Le principe de garantie destiné à assurer la protection de la femme a d'ailleurs prouvé sa valeur

(1) Institutions juridiques des Romains. Cuq. p. 659.

(2) C. F. n° 105.

(3) C. F. n° 175, (V. aussi 130, 210 et 221).

en faisant subsister dans le Code Civil Français l'hypothèque légale de la femme sur les biens immobiliers du mari par le seul fait du mariage (1).

La renonciation aux formules basées sur les vices du consentement complète presque toujours les contrats où des femmes interviennent, mais la même remarque s'applique si le contrat intéresse un incapable (2).

Pouvait aussi se justifier la formule de « *l'exceptio non numerati et non soluti pretii vel dimidia justii pretii venditæ* » (3), mais cela toujours en tenant compte des circonstances de fait.

La « *deceptio ultra dimidium justii pretii* » consistait à permettre au vendeur d'un immeuble de faire rescinder la vente quand le prix se trouvait être inférieur à la moitié de la valeur réelle. Cette solution peut, à priori, sembler curieuse si l'on estime que les parties ont toute latitude pour se mettre d'accord, chacun devant agir de son mieux pour obtenir les conditions les plus avantageuses; seuls les imprudents peuvent se trouver lésés. En fait, cette solution n'a pas prévalu; pour des considérations d'humanité, il a été jugé préférable de venir au secours du vendeur contraint par la misère de se défaire de son bien à vil prix. Solution qui a prouvé sa valeur, puisqu'à l'heure actuelle la résolution de la vente est possible, s'il y a lésion de plus de sept douzièmes.

Renforçant cette exception, on trouve aussi la renonciation « *omni juri canonico et civili quod possit contra predicta adveniendum* » (4), ces mots ont leur raison d'être, ils concernent les tractations pouvant intéresser un bien relevant de

(1) Code Civil, art. 2.135.

(2) C. F. n^{os} 175, 210, 221.

(3) C. F. n^o 93.

(4) C. F. n^{os} 203, 214.

l'autorité religieuse. Un tel bien vendu par son détenteur actuel pouvait être grevé de droits au profit d'une église. Or, l'église n'avait ni la même liberté que les particuliers d'acquérir des immeubles ni la même latitude pour les aliéner, en raison des règles auxquelles elle était soumise (1). Les biens ecclésiastiques étant consacrés à Dieu, aucun homme ne peut s'en dire propriétaire. Il ne peut davantage en disposer autrement que suivant les ordonnances des canons, sinon il risque de commettre un sacrilège. Le rôle de cette prohibition canonique était d'éviter que ceux à la disposition desquels se trouvaient des biens d'église ne se missent hors d'état de faire le service divin ou de secourir les pauvres. Certaines garanties étaient alors nécessaires pour assurer la sincérité de l'opération. En général l'autorisation de l'évêque assisté de son clergé suffisait. S'il s'agissait d'une vente faite par un chapitre pour acquitter des dettes, le chapitre présentait à l'évêque un mémoire explicatif justifiant la raison de l'aliénation, si la requête était revêtue de l'approbation épiscopale il ne restait plus qu'à avoir l'autorisation du protecteur du chapitre. D'une manière générale, l'avis favorable de l'autorité supérieure compétente était nécessaire (2). La restriction du droit canonique se comprenait aisément en envisageant le cas d'un immeuble, passé par plusieurs mains, avant de parvenir à celui qui demande à son vendeur de se désister à l'avance de toute réclamation fondée sur la nature du bien en cause ou pour prévenir toute réclamation d'un tiers.

Venant après les formules du droit canon et précédant le bénéfice d'Adrien, la « *condictio sine causa* » (3) suivait

(1) Institution au droit ecclésiastique, par l'abbé Fleury.

(2) Diplomatique, II, 557.

(3) C. F. n^{os} 169, 186, 188, 189, 190.

toujours en bon rang. Mais on aurait tort de croire qu'elle fut superflue. Son objet était de définir le but de l'opération projetée, d'en déterminer la cause qui, pratiquement se rencontre dans toute obligation ayant sa source dans la volonté de l'individu. En effet, toute personne qui s'oblige le fait en vue d'un but immédiat, qui la détermine à créer l'obligation.

C'est d'ailleurs la conséquence d'une très ancienne théorie remontant aux juristes romains, en vertu de laquelle, un contrat, pour être valable, devait avoir une cause qui ne soit ni illicite ni immorale. Par application de ces principes (1), la jurisprudence, à l'heure actuelle fait fréquemment appel à ces notions et annule fréquemment des conventions pour cause illicite ou immorale (2).

Utilisé avec plus de fréquence encore les renonciations au bénéfice d'Adrien, se retrouvent dans un grand nombre de chartes du Forez (3). On sait qu'à Rome il avait une sphère d'application étendue en permettant au fidéjusseur appelé en garantie de faire répartir le fardeau de l'obligation sur ses co-fidéjusseurs (4). En un mot, ce bénéfice de division pouvait être invoqué avec profit dans de multiples circonstances et, là encore, les juges Foréziens du XIII^e siècle pouvaient l'appliquer dans la pratique en s'inspirant des principes d'équité basés sur les circonstances de la cause (5).

Avec la renonciation au bénéfice d'Adrien, on peut dire

(1) C. Civ., art. 1131, « L'obligation sans cause, ou sur une fausse cause illicite ne peut avoir aucun effet.

C. Civ., art. 1133, « La cause est illicite quand elle est prohibée par la loi, quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public ».

(2) Capitant : « Traité de la Cause et Droit Civil », II, p. 298.

(3) C. F. n^{os} 153, 168, 175, 176, 187, 201, etc.

(4) Diplomatique, II, 561.

(5) Bénéfice de Division, voir Capitant, Droit Civil, II, p. 740, et Cod. Civ., art. 2.025 et 2.026.

que se termine la liste des formules trouvant leur justification dans les besoins courants, car il n'est bien entendu, pas nécessaire d'insister sur les causes d'ingratitude. Mentionnés dans beaucoup d'écrits, mais appliqué probablement de façon variable par la jurisprudence. Ces formulaires utilisés souvent servilement par les clecs, les conduisirent au-delà du but poursuivi et après être partis sur des bases sûres, ils ne tardèrent pas à dévier des principes romains pour aboutir à des clauses dues à leur imagination ou à appliquer les formules romaines hors de propos et à les rendre même de style.

L'abus de nombreuses formules justifie amplement cette assertion. C'est ainsi qu'on voit Itier Raibe, prieur de Saint-Rambert, renonçant au cens d'une mesure de miel due par un dénommé Jacquement, abandonner le bénéfice de la « *restitutionis in integrum* » (1). Ailleurs, la renonciation portera sur « *la querela non numerate pecuniæ* » (2). Il est difficile d'admettre que ces deux formules aient été appliquées étroitement.

L'*in integrum restitutio* était une mesure exceptionnelle par laquelle le prêteur tenait pour non avenu un acte régulièrement accompli, mais dont les effets étaient contraires à l'équité. Les causes limitées par l'usage résidaient dans la violence, l'erreur, le dol, l'absence ou la minorité a charge de justifier d'un préjudice dans un certain délai (3).

A Rome, également la « *Querela non numerate pecuniæ* » (4) était une sauvegarde pour le débiteur trop confiant.

(1) C. F. 133. V. aussi 93.

(2) C. F. 187.

(3) Institutions juridiques des Romains, Cuq. p. 434.

(4) Voir C. F. n^{os} 210, 226, 229, 230, 247, 271.

Celui qui avait souscrit une reconnaissance de dette, avant que l'argent, objet du prêt ne lui ait été remis, s'exposait aux poursuites d'un créancier malhonnête, aussi pouvait-il faire constater devant témoins que le prêt n'avait pas été réalisé. Par la suite, il lui était loisible de demander en justice, sous la forme d'une plainte, ou la restitution de son billet, ou d'opposer l'exception « *non numerate pecuniæ* » au prêteur.

Grâce à cette exécution, le fardeau de la preuve se trouvait transporté de l'emprunteur au prêteur, chargé de prouver ses allégations (1).

Continuant cette nomenclature, les renonciations aux « *litteries cruce signatis* » semblent souvent avoir été comprises différemment du but qui leur avait été assigné à l'origine. Relatives aux privilèges concédés aux croisés à l'occasion de l'exécution de leurs engagements, elles furent utilisées hors de propos et confondues aussi avec les actes émanant de l'autorité ecclésiastique (2).

Après cette liste déjà longue, la renonciation au « *juri immensas donationes reprobanti* » (3) semble une clause de ce style, mais qui pouvait aussi, suivant les cas poser un principe théorique que les juges étaient chargés de mettre en pratique. Sans portée, paraissent également avoir été la « *litis contestatio* » (4) ou la *petitio et l'oblatio libelli* » (5).

Il paraît difficile d'admettre l'emploi courant de ces deux moyens juridiques devant les juges seigneuriaux, où même devant la Cour de Montbrison. A Rome, la « *litis contes-*

(1) Institutions juridiques des Romains. Cuq. p. 434.

(2) C. F. 138.

(3) C. F. 252, 261 et Traité de Droit Romain, Petit, p. 354, 366.

(4) C. F. 254, 261.

(5) C. F. 262.

tatio » faisait partie de la procédure formaliste, marquant le moment où l'affaire était définitivement engagée (1).

La « *petitio et oblatio libelli* » n'avait pas plus d'intérêt pratique, à moins d'y voir avec beaucoup d'indulgence, la renonciation à toute action équivalait à une citation en justice (2).

Plus curieuse est la renonciation à la « *constitutio de duobus reis* » (3) qui ne semble pas avoir été très fréquemment employée au moyen âge. On en voit la mention à l'occasion d'un acte passé par André Fanion, de Davisieu et Hugo Lorençon, lorsqu'ils constituent moyennant finances un cens sur quatre métérées et demi de terres qu'ils possédaient en franc alleu (4). Cette formule, assez imprécise, avait vraisemblablement pour but de viser la renonciation au droit d'invoquer la prescription, au droit de recours, à l'appel, aux exceptions de garantie de toute sorte (5), mais comme ses devancières, elle fut utilisée sans beaucoup de discernement.

Tout ce qui précède permet de voir qu'en dehors de quelques clauses utilisées avec logique, beaucoup d'autres le furent de façon essentiellement variable, mais devinrent rapidement des clauses de style comme les exceptions résultant de l'omission de l'insinuation ou tirées du droit écrit ou coutumier.

Il serait trop absolu de refuser, par principe, toute valeur à ces clauses, c'est ainsi qu'il faut faire une place à part aux

(1) Institutions juridiques des Romains, Cuq. n° 877.

Traité de Droit Romain, Petit, n° 667.

(2) Traité de Droit Romain, Petit, p. 704.

(3) C. F. 247, 248, 256.

V. Traité de Diplomatie, II, 561.

(4) C. F. 247.

(5) Traité de Diplomatie, II, 561.

renonciations générales (1) qui se plaçaient à la fin de tous les actes.

Comme elles étaient tenues pour nulles par les juristes (2), les clerks faisaient renoncer les parties à un acte, « au droit qui ne reconnaît pas la valeur des renonciations générales ». « *Juri dicenti generalem renunciationem non valere* » (3). — Renonciation extrêmement critiquable par elle-même, puisqu'elle aurait pu aboutir si les tribunaux l'avaient strictement appliquée à livrer un contractant à l'entière discrétion de l'autre.

Ce développement de formules fut, on le voit, une mine inépuisable pour les scribes, aussi « les praticiens se complurent à grossir les actes qu'ils dressaient, ils y trouvaient le double bénéfice de faire montre d'une science mal digérée et d'allonger indéfiniment leurs écritures aux dépens de leurs clients » (4).

Le secret de ces procédés n'a d'ailleurs pas été perdu et notre époque n'a rien à envier aux écrits du passé. Il est même curieux de constater comme les méthodes changent peu quand elles se sont implantées dans la pratique.

A l'heure actuelle, les compagnies d'assurances, en donnant mandat à leurs inspecteurs de les représenter devant un tribunal, utilisent des feuilles de papier timbré contenant au minimum une énumération de vingt lignes pour finalement autoriser leur mandataire à faire « généralement tout ce qu'il croira nécessaire à nos intérêts ».

Plus imposantes sont les procurations données par les trésoriers payeurs généraux à leurs fondés de pouvoir ; cer-

(1) C. F. n^{os} 191, 192, 203, 255.

(2) Beaumanoir, Coutumes du Beauvoisis, chap. XXXV, n^o 29.

(3) C. F. n^{os} 138, 162, 171.

(4) Diplomatique, II, p. 560.

tains ont six pages, puis le dernier alinéa permet au mandataire de faire « tout ce que les circonstances exigeront, quoique non prévu par les présentes et rentrant dans les attributions du constituant ».

D'autres, plus modestes, n'ont que trois ou quatre pages, mais après l'énumération usuelle, permettent « tout ce que le mandataire jugera convenable en se conformant aux lois, règlements et instructions en vigueur », ou encore de faire « tout ce qui sera utile ou nécessaire, quoique non prévu et tous les actes impliquant les fonctions du comparant ». Il eût dès lors été plus simple de commencer par là et de ne pas aller plus avant, aussi ne faut-il pas être trop sévère pour le Forez, on a fait mieux depuis.



Enhardis par cette débauche d'arguments aussi divers que peu à propos, il est à peu près certain que ces moyens de procédure ne furent pas, dans la période qui nous intéresse mis en œuvre par les juges locaux. S'il en était autrement, il serait curieux qu'aucune trace n'en subsiste, que les actes n'en fassent pas mention.

Jurispérites et professeurs ès lois avaient à la rigueur pu s'y reconnaître (1), mais imagine-t-on un « *placitum* » présidé par un brave « *miles* », assisté de deux ou trois de ses voisins, ayant abandonné momentanément leurs occupations quotidiennes pour rendre la justice, « *placitum* » dans lequel les plaideurs se lancent à la tête tous les moyens que Rome mettait à leur disposition.

C'est peu probable, le « *placitum* » en Forez, est essen-

(1) Diplomatique, II, p. 560.

tiellement un tribunal d'arbitrage, de conciliation (1), sorte de Conseil de prud'hommes, de Tribunal de Justice de Paix, où le juge seigneurial, quand il y en avait un, ou celui qui faisait fonction de juge, était assisté par quelques notabilités de l'endroit (2).

Le mode de preuves le montre bien, ce que l'on recherche, c'est la bonne foi, le reste est secondaire, le *placitum* l'atteste suffisamment, car le « *miles* » ne connaissait ni Digeste ni pandects. Demande-t-on, même à l'heure actuelle, à un modeste médecin de campagne, suppléant éventuel du juge de paix du chef-lieu de canton, de posséder les mêmes connaissances juridiques qu'un président de Chambre à la Cour d'Appel de Paris? Assurément non; ce qu'on attend de lui, c'est l'apaisement des querelles de village, la conciliation entre voisins. Maintenant toujours, étant donné l'insuffisance fréquente de certains tribunaux administratifs, en l'occurrence les Conseils de Préfecture, le Juge d'appel peut user du droit d'évocation qui lui permet de juger l'affaire au fond à nouveau et de réparer l'erreur fait du juge du premier degré (3).

En vue de réduire ces éventualités, des Conseils de Préfecture ont été créés.

En fait, cette réforme est loin d'avoir donné tous les résultats qu'on était en droit d'en attendre. Il est alors facile de réaliser ce que pouvait être l'organisation passagère de petits tribunaux perdus au fond d'une province reculée, à une époque où les moyens de communication étaient rares et les échanges intellectuels difficiles.

(1) C. F. n^{os} 16, 17. Savigny, n^{os} 948, 949.

(2) Cartulaire de Saint-Sauveur-en-Rue, p. 13. C. F. n^o 22.

(3) V. Recueils de Jurisprudence de la Cour des Comptes.

Conclusion

CONCLUSION

De ce bref aperçu sur le Forez, il n'est pas possible de tirer des conclusions absolues quant à la législation qui a régi ses contrats au cours des âges. L'analyse de l'état du comté avant et après le XIII^e siècle laisse apparaître des modifications notables, et parfois contradictoires, comment alors classer cette province : pays de droit coutumier ou pays de droit écrit ?

Sonyer du Lac, au XVIII^e siècle, dans ses « Observations sur l'état des tribunaux en Forez », a déclaré que le Forez était incontestablement régi par le droit écrit (1). C'est plus une affirmation qu'une preuve. Qu'à son époque, le droit romain ait été considéré comme ayant force de loi en la matière, ceci est exact, mais ce n'est pas tout. Dans la période qui nous intéresse, une grande part de coutume se mêle aux formules tirées du droit écrit, et aux abords du XIII^e siècle une opinion aussi absolue que celle de Sonyer du Lac peut sembler excessive. — Sonyer du Lac invoque, en effet, à l'appui de ses dires, un argument qui semble, au contraire, démontrer que le formalisme n'existait qu'à l'état embryonnaire avant le XIII^e siècle, pour apparaître très nettement après.

(1) Observations sur l'état des tribunaux du Forez, p. 75.

Il cite l'ordonnance de Louis X, le Hutin, datée de Vincennes le 17 mai 1316, et conçue en ces termes : « *Causæ appellationum quarumcumque personnarum Forisii secundum jus scriptum examinabuntur et terminabuntur* » (1). Ce qui vise la forme dans laquelle l'appel sera vidé, mais c'est aussi dire clairement qu'au XIV^e siècle le droit romain sera appliqué en Forez, mais qu'il en ait toujours été ainsi, rien n'est moins certain. — Ce qui le fait présumer nettement, c'est ce besoin de préciser que les litiges seront examinés à la lumière du droit romain ; s'il en avait toujours été ainsi, si la chose n'avait fait de doute pour personne, alors seulement il aurait été inutile de le rappeler.

D'autres exemples sont plus concluants encore.

En 1248, la rédaction de la charte de Saint-Germain-Laval porte qu'avant de se référer au droit écrit, on utilisera les coutumes d'Auvergne (2).

En 1439, Damas Verd vend différents droits « *juxta consuetudinem Forensis patriæ* » (3).

Enfin, sur plus d'un millier d'hommages, dont une partie est publiée aux chartes du Forez, il n'y a pas la moindre spécification des devoirs du vassal, on se réfère toujours à la coutume, c'est dire si la part du droit écrit est réduite (4).

Bien auparavant, il est vrai, après la conquête, Rome établit le centre de son administration, son proconsulat des Gaules à Lyon même. — De cette cité, devenue colonie romaine, pouvait rayonner, sous l'influence du droit théodosien, jusqu'aux extrémités les plus reculées de la province,

(1) Histoire des Ducs de Bourbon, livre III, chapitre XIII, par la Mure.

(2) Histoire du Forez, par A. Bernard, Tome III, p. 31. Preuves.

(3) C. F. Tome III. Voir Table.

(4) Voir Chartes de Saint-Germain-Laval en détail et actes d'hommages des chartes du Forez,

toute l'administration impériale, la diffusion des usages et des règlements romains (1). Du centre intellectuel lyonnais, les petits fonctionnaires isolés dans les montagnes, ou répartis dans la plaine, recevaient les ordres à exécuter et les directives qu'ils étaient chargés de mettre en pratique. Seulement cette période ne dure qu'un temps ; à mesure que la domination romaine diminue, ses règles et ses lois s'estompent davantage pour s'amalgamer avec les coutumes locales et passer par une période de déclin manifeste.

Assurément, au moyen âge, la renaissance du droit romain partit de la législation de Justinien et il fut appliqué longtemps dans le Midi et une partie du centre de la France, dont le Forez. — Dans les pays de droit écrit, on l'étudiait comme partie intégrante de la législation en vigueur (2), mais cue de vicissitudes subies suivant les époques, apports ou amputations montrant le rôle considérable de la jurisprudence pour combler les lacunes de la loi ou même la suppléer.

Dans la période du Bas empire, le droit romain ne se développe plus, il subit la double influence du christianisme et des coutumes (3) et il est bien malaisé de dire exactement quelle proportion subsiste en Forez des lois romaines, puis comme on l'a vu aux abords du XIII^e siècle, le droit romain reprend petit à petit, d'une façon lente, il est vrai, mais continuelle et sûre.

Quelques actes mêmes sont rédigés en français, on se passait donc parfois du latin, ce qui tendait à prouver que les robins ont imposé la langue savante pour s'imposer eux-mêmes.

(1) Histoire du Forez, par Antoine, p. 18.

(2) Institutions juridiques des Romains. Cuq. Introduction.

(3) Institutions juridiques des Romains, Introduction.

Si le droit romain avait été toujours aussi bien établi en Forez, il n'eût pas été possible de stipuler dans tous les actes, à partir de l'époque notariale, la renonciation à se prévaloir des lois romaines. On n'y renonçait pas dans les contrats courts rédigés sans notaire, ceci ne veut pas dire qu'on connut l'existence de ces lois. C'est à force de stipuler pour les parties la renonciation à ces clauses que les notaires ont donné un renouveau au droit romain. L'un invoquant ces renonciations à son profit, le clerc, conseiller de l'autre client était obligé d'y recourir à son tour pour ne pas se trouver désavantagé.

Cette législation s'implantera toujours davantage, grâce aux notaires usant des formulaires, puis groupant jurispérites, professeurs ès lois et docteurs ès lois ayant fréquenté les universités.

Du XIII^e au XIV^e siècle, cette influence ne fera que s'accroître, mitigée d'une part coutumière.

En 1636 (1), un doute ayant été émis, une consultation d'avocats eut lieu au baillage de Montbrison et au cours des débats, on reconnut que le baillage, les ressorts du pays et comté de Forez, ainsi que le Lyonnais, Beaujolais et Maconnais se régissent « par la loi du droit romain, appelé droit escript aux cas esquels les ordonnances ou les arrêts solennels n'y desrogent ». Maître Renard, l'un des avocats consultés, dit même avoir vu une pierre près de Saint-Martin-des-Quarts (2) audelà de la de la Pacaudière, où étaient gravés ces mots : « *hic incipit patria juris scripti* », un autre avocat ajouta, pour confirmer ces dires, que le rôle de Lyon est intitulé : « *roole de Lyon, pays de droict escript* ».

Une fois introduit, le droit romain se répandit dans tous

(1) Archives de la Loire, B. 2271.

(2) Vers les limites Nord du Comté.

les domaines, concurremment avec la coutume, qu'il ne parvint pas à supplanter parfois judicieusement, mais souvent aussi hors de propos.

La réception du clergeon Hugues Faure, le 25 juillet 1512 en témoigne (1). Se sentant attiré vers l'état ecclésiastique, honorable « Hugo Fabri », le jeune surnommé Réverchon, clerc de Saint-Bonnet-le-Château, du diocèse de Lyon, demande, par l'intermédiaire de discret Pierre Bonnefoi, prêtre de l'église de Saint-Bonnet, au curé et aux desservants de ladite église, à être admis au nombre des fils de cette église et à pouvoir porter le « *superpellicium* » (2). Comme il est d'usage de le donner aux autres jeunes clercs de l'église, Hugo Fabri s'offrait à servir l'église et la communauté, comme un bon et fidèle clergeon, aussi bien aux messes qu'aux offices et « *aliis suffragiis* », comme les clergeons ont coutume de le faire.

Le curé assisté de ses prêtres, accepte, lui donne le « *superpellicium* », à la condition répétée que le nouveau titulaire servira les messes du matin, officiera à vêpres ou aux autres cérémonies, exactement comme on a l'habitude de le faire à Saint-Bonnet.

En cas de refus par Hugo d'obéir au curé ou aux autres desservants, il s'expose au retrait de son « *superpellicium* » et des profits divers, étrennes ou menus cadeaux que l'on fait couramment aux enfants de chœur.

La demande agréée, il restait encore à la sanctionner publiquement pour lui donner la valeur d'un engagement solennel. — La charge était-elle importante, les profits du cler-

(1) Histoire de Saint-Bonnet-le-Château. Tome II, p. 134 et 370, par Langlois et Condamin.

(2) Manteau de cérémonie.

geon étaient-ils considérables, il est permis d'en douter, cependant, l'habitude de suivre des contrats types était tellement entrée dans les usages, que le tout fut consigné en latin, devant témoins, dans les minutes de Maître Raymond, notaire à Saint-Bonnet.

Hugo prête serment sur les évangiles, selon le rite connu, de bien et fidèlement remplir ses fonctions, il s'engage, en outre, « sous l'obligation de tous ses biens » à ne pas se rétracter et éventuellement à supporter les frais d'une contestation si elle vient à se produire. — On voit facilement ce que cet engagement pouvait avoir de théorique et de fictif. Souscrit par un enfant qui a besoin d'un porte-parole, d'un garant pour présenter sa requête, il est clair que la promesse formulée sous l'obligation de tous ses biens est une clause de style sans portée, car si le postulant sollicite une place d'enfant de chœur pour gagner quelques menues étrennes, il ne doit pas avoir beaucoup de biens meubles et immeubles. C'est un exemple de plus de l'emprise indéniable exercée par la législation romaine en Forez.

Le Forez ne cessera dès lors de faire une large part au droit écrit apporté par les docteurs venant de l'Université de Valence (1) en le tempérant par l'usage des coutumes locales, juxtaposition de doctrines qui durera jusqu'à l'unification apportée par le Code Civil, après la Révolution. Mais là encore, on irait trop loin en pensant que Napoléon a réalisé une unité complète ; la coutume, à son tour, a pris sa revanche, grâce à la codification des usages locaux. Codification qui ne vise pas seulement le département de la Loire en général, mais qui, pour chaque arrondissement se subdivise par cantons.

(1) Archives de la Loire. B. 2116 et suiv., B. 2136.

« La rédaction d'un travail spécial pour chaque arrondissement apparaissait à certains esprits comme fâcheux, contraire au but poursuivi. Elle a fini par rallier l'immense majorité de la Commission, lorsqu'à la suite du dépouillement des réponses aux questionnaires, nous avons du constater qu'au point de vue des usages locaux, tout au moins, chacun de nos arrondissements a conservé son caractère propre, ses tendances spéciales, ses règles particulières essentiellement indépendantes de cette unité géographique qui s'appelle le département de la Loire » (1).

(1) Codification des usages du Département de la Loire (arrondissement de Roanne, p. 6).

Vu et approuvé : *Le Président de la Thèse,*
10 Janvier 1934
OLIVIER MARTIN

Vu : *Le Doyen,*
E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

Sources

Documents Manuscrits

Archives Nationales (Série P)
Archives Départementales de la Loire (Série B)
Archives de la Diana à Montbrison

Documents Imprimés

Bulletin de la Diana.
Chartes du Forez.
Cartulaire des francs fiefs du Forez.
Cartulaire des fiefs de l'église de Lyon.
Cartulaire de l'abbaye de l'île Barbe.
Cartulaire du Prieuré de St-Sauveur en Rue.
Cartulaire de l'abbaye, Savigny et Ainay.
Compagnie des secrétaires du Roi (la) par *Robin*.
Feurs par *Guichard*.
Histoire des Ducs de Bourbon et des Comtes de Forez par
J. M. de la Mure.
Histoire du Forez par *A. Bernard*.
Histoire du Forez par *Antoine*.
Histoire de St-Bonnet le château par *Langlois et Condamin*
Le Régime féodal et la propriété paysanne par *Soulgé* alias
Cte de Neufbourg.
Refus d'un droit féodal en 1324 par le *Cte de Neufbourg*.
Traité de 1173 entre le Cte de Forez et l'église de Lyon par
Vincent Durand.

Table des Matières



Table des Matières

Avant-Propos	7
Introduction	11

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre I ^{er} : Sources	15
Chapitre II : Technique des Contrats	27
Chapitre III : Sanction des Contrats	41

SECONDE PARTIE

Chapitre I ^{er} : Apparition des clercs	63
Chapitre II : Leur Ascension : les Boisvair	75
Chapitre III : Les Nouvelles formules	89
Chapitre IV : Utilité de ces formules	109
Conclusion	125

Achevé d'imprimer le 15 Février 1934
sur les Presses de
L'IMPRIMERIE D'ART
77, RUE MOUTON-DUVERNET, 77
— PARIS (XIV^e) —



